

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

JEUDI
11
MARS
1976

N° 132

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Contrats «Emploi Formation» :

LE CNPF VEUT CAMOUFLER LE CHOMAGE DES JEUNES !

Décidément, Monsieur Chotard se fait bien du souci : il vient de découvrir l'ampleur du chômage des jeunes, que niait, il y a peu de temps, son compère Ceyrac ! Le CNPF, organisateur de fermeture d'usines, de licenciements, de chômage partiel, étale ainsi son cynisme. L'existence de ce volant quasi permanent de centaines de milliers de jeunes chômeurs, réduits à vivre d'indemnités, paraît désormais «imoral» au patronat. «Allons, à quoi bon entretenir dans l'assistance ces jeunes, alors que l'argent que leur verse l'Etat irait si bien dans nos coffres... pour créer des emplois» se dit-on du côté du CNPF. Il est vrai que la perspective des nouveaux chômeurs sortant de l'école en juin n'a rien de rassurant...

— «Il manque en France, 300 000 artisans qui

pourraient chacun créer deux ou trois emplois» fait remarquer Chotard. C'est l'appel, même pas voilé, à ce que des jeunes (sous prétexte d'«esprit d'initiative») s'embarquent dans la carrière de petits patrons, dans l'aventure de la «débrouille» individuelle...

— Mais surtout, ces dernières propositions du CNPF constituent une grave menace : contre l'indemnisation du chômage, pour faire disparaître des chômeurs des statistiques pour prétendre «vaincre le chômage»... Chotard veut faire passer la tromperie déjà organisée depuis quelques mois par l'Etat-Patron, les soi-disant «contrats emploi-formation».

On sait ce que ça veut dire : des contrats temporaires de six mois, of-

frant en principe «une certaine formation» et une «familiarisation avec l'entreprise», qui ressemble fort à une sélection inavouée. Au terme de quoi, les jeunes seraient «prioritaires» à l'embauche dans l'entreprise où se sera déroulé le stage. Mais enfin, à qui veut-on faire croire que le patron ne réembauchera pas alors une nouvelle fournée de «contrats emploi-formation», qui lui assureront alors encore une fois à peu de frais une main d'œuvre temporaire. L'Etat remboursant tous les frais jusqu'à concurrence de 50% du SMIC et de la prise en compte des «charges d'enseignement».

Non, pour vaincre le chômage, on ne passera pas par le développement à peine camouflé du chômage partiel des jeunes, ni par la fuite individuelle dans les aventures de petits propriétaires... Pour vaincre le chômage ? Ce mal du système capitaliste éliminé seulement avec le système lui-même ! Dans la mobilisation contre les licenciements, les diminutions d'horaires non compensées, les liquidations d'usines, pour arracher l'embauche et l'emploi au pays...

— Dans la préparation d'une issue révolutionnaire à la crise... C'est là la place de combat des jeunes chômeurs, aux côtés de la classe ouvrière !

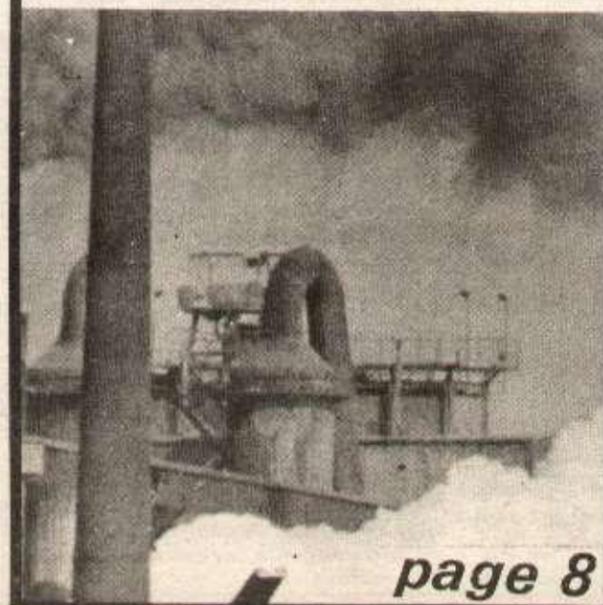
HIER MANIFESTATIONS ET GREVES ETUDIANTES

«NI CHÔMEURS NI CADRES
AU SERVICE DU PATRON»
scandaient les étudiants à Paris

page 4



POLLUTION DU FLUOR : PECHINEY RECULE



page 8

SOMMAIRE

- Conseil des ministres sur l'aménagement dutemps -P3-
- Solidarité internationale contre Michelin -P5-
- Informations générales -P6-
- Pays Basque : la lutte continue -P7-
- Cholet : rassemblement régional pour l'emploi
- L'Armée Arabe du Liban : une initiative patriotique -P9-
- La vie du journal -P10-
- Feuilleton -P11-

la suite de
notre enquête

QUE FAIT-ON MANGER AUX FRANCAIS ?

P 2

ENQUETE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

(9)

LE COCHON SE PORTE BIEN

Les français consomment de plus en plus de viande de porc. Moins cher que le bœuf, il peut assez facilement le remplacer à table. C'est pourquoi c'est la viande qui dans les vingt dernières années a connu la plus forte croissance (+ 9,2 kilos de plus par habitant de 55 à 73). A noter que cette croissance de la consommation a surtout concerné les travailleurs qui dépensent autant ou plus en porc que la bourgeoisie (par personne). La production porcine a considérablement évolué : on produit plus vite, mais la viande a bien moins de goût, les porcs étant élevés à la farine spéciale. De surcroît, plus cette viande est travaillée dans l'industrie alimentaire capitaliste, plus sa qualité se dégrade, vu la course au profit. Il reste que la viande de porc est loin d'être la viande la plus malsaine, les apports médicamenteux étant réduits. Un problème subsiste, celui de la viande importée, qui représente une partie importante de la consommation française. Selon le pays d'origine, la qualité est-elle toujours égale ?

AVEC UN ÉLEVEUR DE PORCS DE SAÔNE ET LOIRE

Pour arriver chez Michel, c'est une route typique de Saône et Loire route étroite et tortueuse, encadrée de haies. Michel élève des porcs pour la COPAL (coopérative agricole départementale) en contrat d'intégration.

La charcuterie a baissé de qualité, pourquoi ? C'est autour de cette question que nous engageons la discussion.

« Dans le temps la qualité était supérieure, explique Michel, car le cochon n'était pas tué avant 7 ou 10 mois de naissance et même plus... maintenant dans le meilleur des cas, c'est aux environs de 150 jours de naissance, c'est à dire 5 mois que le cochon est abattu ; à ce moment il fait à peu près 100 kg vif ».

L'explication de ce fait est simple : il s'agit bien d'augmenter le rendement aux dépens du consommateur. Un autre élément dans la course au profits, la nécessité du rendement, c'est l'alimentation du porc.

« Un peut engraisser un porc, normalement avec une alimentation comportant 12 % de matières protéiques. Seulement il faut deux mois de plus. Aussi ce n'est pas payant ni pour le producteur, ni pour le fournisseur... alors on fait un aliment « Haute énergie » comportant 16 % de matières protéiques pour gagner deux mois ». Ainsi on gagne dans deux directions : sur l'âge, sur la rapidité de l'engraissement.

Pourquoi cette situation ? Michel explique comment le producteur, petit paysan est véritablement coincé en amont et en aval de la production. L'amont ce sont les firmes alimentaires, l'aval les salaisonniers, généralement contrôlés par le même groupe financier. Ainsi la Copal, groupement de production, dépend de la COFNA, firme alimentaire qui fournit les produits de base, laquelle dépend à son tour du groupe financier UNILEVER.

« 50 % de la production porcine en France, précise

Voilà une question qui paraît bien simple mais à laquelle il n'est pourtant pas facile de répondre. Qu'en est-il de la qualité, de la richesse nutritive de tel ou tel aliment ? Que choisir ? Que donner à nos enfants ? Qui est responsable des divers trafics ? Comment bien manger ?

Il est nécessaire de faire le point, de commencer à répondre aux interrogations des travailleurs. Mais pour ce faire, se limiter à quelques points de vue ne nous paraît ni suffisant, ni satisfaisant. Ce sont des



Michel, provient de 40 % des producteurs en groupement ; c'est à dire que le petit producteur, 9 fois sur 10, est adhérent à ces groupements. Le circuit traditionnel du producteur à la charcuterie disparaît donc...

« On est coincé par le circuit : concrètement le porc se vend aux environs de 5,6 F le kilo vif. Dans la grille de classement européen, établie en fonction de la conformation et de l'épaisseur du lard par rapport au poids, cela veut dire 6,80 F en classe 2 actuellement. Pour ne pas manger la baraque, on est obligé de suivre le mouvement : vente précoce et alimentation haute énergie. Si non le prix de revient du porc dépasse de loin les prix qui nous sont imposés ».

Michel conclut dans ce sens : « Tu sais, nous on ne demande pas mieux que de faire de meilleures côtelettes ! »

correspondant Montceau les mines.

INTERVIEW D'UN OUVRIER DE FLEURY MICHON

Le Quotidien du Peuple : Qu'est-ce qui entre dans la fabrication des saucissons ?

- Beaucoup de choses, ils font ça en porc et bœuf, il rentre des produits lactés, des farines, des gélatines, et aussi des colorants et des conservateurs. Vous avez pu remarquer d'ailleurs, sur l'enveloppe, c'est des E 250, etc...

QdP : Pourquoi met-on tous ces colorants et tous ces additifs ?

- Dans toutes les conserves que j'ai vues, on en utilise plus ou moins, alors que dans les fabrications « maison », on n'en met pas. Maintenant, dans l'industrie, partout, même dans les sirops, on met des conservateurs. Pour la couleur d'un saucisson, par exemple, ce n'est pas la chair qui est rose, c'est le colorant qu'on a mis dedans, pour donner de la « gueule » au saucisson. Autrement, il serait gris, puisque le gras et la chair, ça donne une couleur plutôt grisâtre, rose.

Ils sont plus ou moins teintés, et vous avez les chorizos qui sont les plus colorés. Il y en a, vous savez, c'est de la couleur d'une betterave, quand ça sort, quand ça a été brossé.

QdP : On colore la viande aussi ?

- C'est la viande qui est colorée. On y incorpore des colorants : quand elle vient des triages, elle est passée dans des machines, elle est salée, puis les colorants sont incorporés.

Mais dans ces saucissons secs, il rentre beaucoup moins de choses que dans les pâtés...

Là, il rentre toutes sortes de choses, quoi ! Des viandes, des chutes, vous savez, on récupère tout ! Dans les

dizaines de témoignages, de réflexions collectives de travailleurs qui sont indispensables. Il faut que les paysans, les ouvriers des industries alimentaires puissent apporter leurs connaissances aux autres travailleurs. Car si un certain nombre de choses commencent à être connues, toutes sont loin de l'être. C'est un premier procès de masse de l'alimentation que nous impose le capitalisme, que nous devons ouvrir ensemble ! Alors, producteurs ou « consommateurs », écrivez-nous sans tarder pour y contribuer !

AVEC DES MÉNAGÈRES

Nous avons interrogé des ménagères qui faisaient leurs achats au rayon charcuterie d'un supermarché parisien : « Moi, j'avoue que j'aime bien la charcuterie comme tout le monde à la maison. Qu'ils mettent des conservateurs c'est embêtant, mais nous n'avons pas le choix : il y en a partout ou bien c'est hors de prix ». Une autre : « La première chose c'est que c'est trop cher, ça a énormément augmenté. A ce prix là, on n'en mange pas trop ! »

Nous parlons des difficultés des éleveurs de porcs : « Ce sont tous ces intermédiaires entre eux et nous qui s'engraissent comme des cochons ! Il faudrait les supprimer ! » La discussion vient sur la charcuterie préemballée : « Quand c'est emballé on peut connaître le prix à l'avance, chez le traiteur il vous en met toujours trop ». Une autre intervient : « Sous le plastique, ils mettent ce qu'ils veulent, c'est coupé très fin pour faire abondant et il n'y a pas grand chose dedans ! »

des sachets sous vide, en principe, c'est obligatoire qu'il y ait le prix et on se rend compte de la différence d'avec quelque chose qui est tranché devant vous : là, vous payez le prix de détail, mais vous ne payez pas le film.

De l'eau au prix de la viande

Une couleur, un goût, un poids adéquat voilà autant de délicats problèmes que les capitalistes ont « résolu » à leur manière.

Les charcutiers ont vu ainsi leur travail se simplifier considérablement. Ils ont le choix, dans le catalogue de la maison « La Bovida », de renommée européenne entre « Selrose » : « le plus traditionnel et le plus réputé des sels rougis » et « Colorado », « colorateur nitraté sensibilisé qui communique aux mêlées grasses ou pâles une vive couleur rouge » permettant ainsi de donner au gras l'apparence de la viande maigre.

Problème du jambon ? « Nitral » est là qui « développe la finesse de goût des produits et leur communique une apprêtissante couleur rose ». « Bophos S » permet d'obtenir « des jambons plus fermes et plus moelleux ». Il réduit la perte de poids lors de la cuisson de 6 à 10 % : voilà tout de suite 60 à 100 g d'eau vendue au prix du jambon !

Plus besoin de cheminées pour braiser les jambons : « Braiser », « poudre instantanée pour braiser les jambons cuits » en tiendra lieu : il suffit de mélanger la poudre à l'eau, de badigeonner le jambon avec un pinceau et de « fixer cette application par brûlage au chalumeau puis repasser une seconde couche et braiser à nouveau ».

Vous cherchez le « produit idéal pour fumer rapidement la charcuterie et lui donner une belle couleur ambrée ? » Voilà « Fumvite » ! « L'écarlate spéciale » est lui, particulièrement recommandé pour milan, salami, etc...

Si nécessaire, vous avez le « Noir Andouille », le « Rouge Strasbourg », le « Rouge Ecarlate » si pratique pour le saucisson de cheval...

Quand on tue le cochon

En Haute-Ariège, le cochon est engraisé tout au long de l'année et en plein hiver, vers le mois de janvier, c'est la fête dans les familles, lorsqu'on tue le cochon.

C'est l'occasion de retrouver les cousins éloignés, de réunir les voisins, car il faut des bras pour préparer le cochon. C'est l'occasion de reparler le patois, de chanter les chansons du pays, de raconter les vieilles plaisanteries familiales, ou locales, d'en trouver de nouvelles.

Tuer le cochon, c'est d'abord réunir les gros bras pour l'attacher et le maintenir pendant la saignée. Les cris perçants du cochon sont source de joie ou de peur (pour les enfants) qui guettent l'agonie à travers la porte. Ensuite, c'est deux jours de travail pour découper en morceaux succulents ce cochon, le préparer de plusieurs façons, selon une tradition familiale, locale établie qui dose le poivre, le sel, les aromates, le temps de cuisson.

Les boyaux sont lavés, bouillis puis remplis de délicieuse viande hachée à la main (que l'on goûte crue en cours de

route), où le gras et le maigre, le sel et le poivre sont savamment pesés.

Le boudin est préparé dans une ambiance joyeuse, car il sera mangé tout de suite, pour le saucisson ou le jambon de montagne, il faudra attendre qu'ils séchent tout au long de l'hiver, au grenier, pendus au plafond au moyen de ficelles et de planches.

Rien n'est perdu dans le cochon et les idées affluent pour tout utiliser : le sang du cochon est recueilli pour le boudin, les cuisses pour le jambon, la chair pour les saucisses, pâtés...

Puis quand tout est fini, emballé, préparé, c'est l'apothéose de la fête. L'ambiance est à son comble. On se réunit pour déguster les côtelettes, la saucisse, le boudin aux pommes, le tout arrosé de vin pris au tonneau, et accompagné de pommes de terre du jardin, gardées à la cave depuis l'été passé.

Le lendemain, on fera avec le même plaisir l'asinat, c'est-à-dire la soupe aux choux et au lard de cochon. Et on pourra dormir tranquille, ayant bien travaillé, bien festoyé.

POLITIQUE

L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres d'hier à, comme à l'accoutumée, examiné des questions auxquelles il n'a donné aucune réponse sérieuse. Hormis la campagne anti-tabac, lancée par Simone Veil, la question centrale était «l'aménagement du temps». Vaste programme pour lequel le gouvernement se base sur un rapport établi par la commission Labrousse, qui y travaille depuis près d'un an.

Deux catégories de mesures essentiellement sont annoncées (voir encart).

En les étudiant, on voit vite que le gouvernement se saisit de certaines revendications avancées, dans les luttes, par les travailleurs : par exemple, la 5ème équipe dans les travaux par poste, la réduction des travaux postés, le temps de trajet, la garde des enfants, les transports, etc...

Mais, dès l'abord, on remarque qu'à côté de ces orientations générales proposées par le gouvernement, chaque fois que ces exigences ont été formulées dans les luttes concrètes, (dans la sidérurgie par exemple pour la 5ème équipe), le patronat a opposé un refus catégorique. C'est la même chose partout pour le temps de transport, pour les crèches, etc...

Certaines mesures par ailleurs sont effectivement mises en œuvre, comme les horaires variables, mais elles sont l'occasion d'une intensification du travail. Ainsi des mères de famille qui apprécieraient de pouvoir différemment organiser leur travail, sont amenées à augmenter le travail quand elles sont présentes.

Le travail à temps partiel, qui est aussi présenté par le

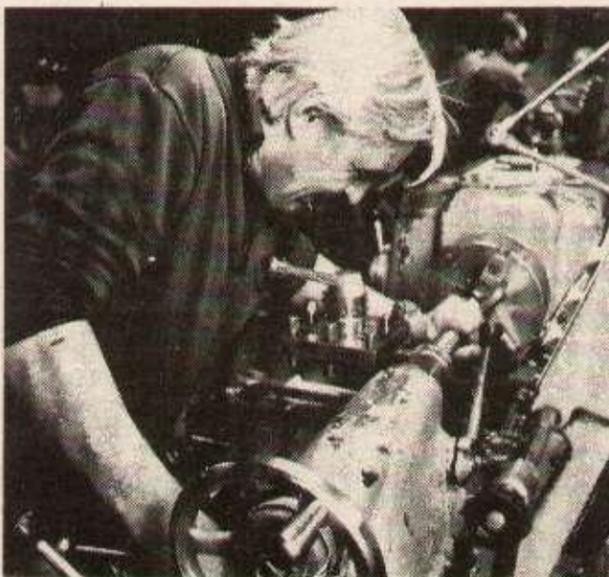
patronat comme une fleur qu'on fait aux travailleurs pour «être libre», n'est en fait qu'un aménagement du chômage et l'occasion de l'extension de l'exploitation des travailleurs intérimaires, avec la division entre ouvriers de l'intérim et les autres.

DES PROMESSES SANS LENDEMAIN

Quant aux belles phrases sur les transports collectifs, le rapprochement entre l'habitat et le logement, ou les gardes d'enfants, on peut tous les jours constater ce qu'il en est, et le plan présenté hier ne prévoit aucun crédit pour les mettre en œuvre. Encore des crédits nouveaux ne changeraient rien au problème de fond, qui est l'organisation capitaliste de la société, l'exploitation.

D'autre part, comme le disait Fosset, ministre de la qualité de la vie à la télévision hier, le gouvernement ne veut pas «être autoritaire», C'est-à-dire qu'il se garde bien de prendre les moyens pour faire respecter ses «orientations». Un exemple de la future réussite de ces mesures est d'ailleurs immédiatement donné pour l'étalement des vacances : le gouvernement a essuyé un refus de la régie et de Simca-Chrysler dans la région parisienne pour changer les dates des congés des ouvriers de Billancourt et Poissy.

En définitive, sur la question de l'aménagement du temps, le gouvernement se contente donc d'occuper la scène, de parler beaucoup, sans rien faire. Seulement, comme son catalogue de réformes ne fait pas illusions, il aura de plus en plus de luttes ouvrières à affronter sur ce terrain.



Des mesures alléchantes

Une première série de mesures sur l'aménagement des congés :

- étalement des vacances, roulement dans les entreprises, et modifications des congés des écoles,
- incitations au tourisme hors saison, avec conditions plus favorables,
- étalement des congés de fin de semaine (favoriser le dimanche comme premier jour et le lundi comme jour de week-end). Modification de la semaine scolaire en fonction des cas particuliers.

Une seconde série de mesures sur le temps de travail :

- développer les horaires variables, les horaires mobiles, décaler les entrées et sorties du travail,
- développer les gardes d'enfants, les transports collectifs, tenir compte du temps de trajet, rapprocher l'habitat du travail,
- réduire le travail posté dans les seuls cas où il est techniquement inévitable ; développement de la 5ème équipe,
- développer les travaux à temps partiel.

Toutes ces mesures seraient mises en œuvre par des incitations fiscales aux entreprises (réductions d'impôts si elles se plient aux conseils du gouvernement).

Madame VEIL défend les pharmacies privées !

Elle s'oppose à l'ouverture de pharmacies mutualistes où les médicaments sont délivrés sur ordonnance sans rien payer si on cotise à une mutuelle. Elle a déposé un recours devant le conseil d'Etat, celui-ci l'a rejeté. Deux pharmacies devraient donc s'ouvrir, l'une à Paris, l'autre à Clermont Ferrand.

Fermeture d'un hôpital de 100 lits

A Tournan-en-Brie, le seul hôpital qui offre un service de chirurgie et de maternité aux 50 000 habitants d'une vingtaine de communes, risque de fermer, pour non paiement de TVA. Au mépris de la santé des travailleurs, le conseil d'administration de cet établissement privé qui donne des soins de première nécessité aux travailleurs de la région, a décidé de fermer l'établissement parce qu'il ne peut pas, dit-il, payer les 1 200 000 F réclamés par le ministère des finances !

I.N.S.E.E.-LILLE Grève du zèle !

Les secteurs C.G.T. et C.F.D.T. de Lille tiennent à informer les travailleurs des luttes menées par le personnel de l'I.N.S.E.E. Depuis le jeudi 4 mars le personnel de la direction régionale de l'observatoire économique et du centre informatique de Lille est en grève du zèle. (Seules les sections C.F.T.C., F.O. ont décidé d'interrompre la grève du zèle le 8 mars...). Cette grève se passe aussi dans d'autres administrations des Finances. La grève du 9 mars a été suivie avec succès 60 % de grévistes environ et il y a eu une forte participation à la manifestation. Nos revendications sont essentiellement : un salaire décent pour tous (2 000 F minimum, 300 F minimum) la titularisation des non titulaires, la suppression des plus basses catégories et leur reclassement, le respect et l'extension des droits syndicaux. De plus, depuis plusieurs semaines les centres informatiques de l'I.N.S.E.E. sont en grève totale avec occupation des salles machines...

L'OTAN : UN BLOC MILITAIRE AGRESSIF

Le 10 mars 1966, De Gaulle retirait les troupes françaises de l'organisation militaire de l'OTAN, tout en maintenant la France dans l'alliance atlantique. Dix ans après cette décision, en particulier avec l'élection de Giscard, les choses ont bien changé.

Sous la houlette des USA, le 4 avril 1949, l'OTAN fut créé par la signature du traité de Washington entre les principaux pays capitalistes européens. L'alliance (qui fut combattue par les masses en France, dénonçant les troupes d'occupation US), fut par la suite étendue à la Grèce et la Turquie, ce qui en montre bien le caractère de bloc agressif (contre l'URSS, alors socialiste). Puis en 1954, l'Allemagne Fédérale entra dans l'alliance, alors que, vaincue, celle-ci n'avait pas été associée à la signature du traité, à l'origine.

La sortie de l'OTAN de la France il y a dix ans, si elle signifiait que les troupes et la force nucléaire française

échappaient au commandement des USA, n'a jamais signifié la rupture totale des solidarités occidentales.

UNE INITIATIVE INCONSEQUENTE

L'affirmation par la France de son indépendance par rapport au gendarme américain, aggravait considérablement les contradictions dans le camp impérialiste. L'impérialisme français profitait des difficultés du géant américain, en particulier face au peuple d'Indochine, choisissant d'ouvrir ses rapports avec les pays de l'Est, et, dans une certaine mesure, contrecarrait les visées des USA (nouvelle politique vis-à-

vis des pays arabes, discours de Phnom Penh). Il s'agissait pour la bourgeoisie française, d'une politique destinée à la conquête de marchés, à l'affirmation de la France comme troisième puissance mondiale. On ne saurait, à ce propos, travestir le rôle du gaullisme après coup, et oublier l'armée française intervenant à Djibouti, au Gabon, ou la politique néo-coloniale en Afrique.

Dans cette initiative, la politique française restait bien évidemment impérialiste. Simplement, l'attitude de la France dans les années 60 affaiblissait le front impérialiste, et préparait indirectement la constitution du tiers monde en force politique.

LE GISCARDISME DEVANT LES PRESSIONS U.S.

La politique gaulliste, quels

qu'aient été ses résultats, portait les marques de la classe qu'elle servait, et, avec le remplacement de De Gaulle par Pompidou, puis par Giscard, son caractère inconscient allait apparaître clairement.

Le monde actuel est en effet devenu le théâtre de grands changements qui ont rendu impraticable la politique qui fut un temps possible à l'impérialisme français. Ce sont maintenant deux super-puissances, les USA et l'URSS qui se disputent partout la puissance sur les peuples du monde. Sous le voile de leurs rapports pacifiques, elles s'affrontent violemment. Le tiers monde, pour sa part, s'est constitué, sur de nombreuses questions, en force politique unie qui vient briser les plans impérialistes. Dans ce contexte, le giscardisme, politique actuelle de la bour-

geoisie française, traduit l'agenouillement devant les pressions des USA et de l'URSS, et la fin de la politique d'affrontement avec les USA qu'on connut sous le gaullisme. Les éléments qui marquent la tendance à l'atlantisme giscardien n'apparaissent pas tant dans des faits spectaculaires, comme la rentrée camouflée dans l'Eurogroupe (organisme qui vise à la standardisation des armements sous contrôle US) ou l'entraînement des marines américains au camp français de Canjuers. C'est plutôt d'une politique systématique de conciliation qu'il s'agit, et qui faisait écrire l'an passé à un organe de l'OTAN (les nouvelles atlantiques) que «la coopération de la France avec l'OTAN» est «tellement satisfaisante qu'il n'y a plus aucun intérêt d'insister sur une intégration formelle». Les multiples déclarations de bonne volonté

de Giscard, ou des généraux de la hiérarchie, les satisfactions bruyantes de Ford et compagnie, en disent assez long sur l'attitude actuelle de l'impérialisme français vis-à-vis de l'OTAN.

Ainsi la politique giscardienne vient rappeler que seule la classe ouvrière peut diriger une politique réelle d'indépendance nationale. L'atlantisme giscardien ne saurait d'ailleurs être présenté sans son envers, l'attitude de recul devant les exigences soviétiques, dont ont témoigné les initiatives de Giscard à Moscou et diverses déclarations de politique étrangère. C'est contre ces deux aspects de sa politique qu'il convient de lutter et non pas, comme le fait aujourd'hui le PCF, de couvrir les visées agressives de l'URSS, tout en attaquant celles des USA.

Paul LEFORT



ATTENTION
ÉCOLE

Manifestations étudiantes PATRONS HORS DES FACS !

Lyon : deux étudiants blessés

Hier, comme la télévision était à la Bourse, les étudiants y sont allés en manifestation pour exposer leurs problèmes et populariser leur lutte. En arrivant à la Bourse, ils se sont heurtés à des gorilles particulièrement violents. D'importantes forces de police étaient là. Pour riposter, les étudiants ont entrepris un sitting à un carrefour près de la Bourse.

Ils venaient de commencer le sitting lorsqu'une voiture a foncé dans le tas et a blessé deux étudiants dont un sérieusement touché. Quand les étudiants ont voulu se lancer à la poursuite de la voiture pour l'arrêter, les policiers en civil étaient là comme par hasard pour les empêcher, manu militari d'intercepter le conducteur. Une agression criminelle qui ressemble fort à une provocation !

Correspondance de Lyon

Non à la fermeture de l'école

C'est la lutte qu'ont menée les habitants d'une petite commune du Trièvre et leur maire un paysan-travailleur. La loi prévoit la fermeture de l'école si le nombre d'élèves est inférieur à 16. Par contre, elle n'est réouverte que s'il y a 25 élèves... Une fois fermée, l'école n'est jamais réouverte, car s'il n'y a pas d'écoles les jeunes ménages ne viennent plus s'installer ! Donc où trouver les enfants ? La suppression des écoles accélèrent le dépeuplement des campagnes.

Par leur lutte, les paysans ont obtenu la modification de la loi. On ne ferme plus qu'à moins de 12 élèves et dans les faits, ils ont réussi à faire tomber ce nombre à 7. Pour sauver leur école, les paysans ont obtenu de scolariser les élèves de la ville. Maintenant, dans ce village, les autobus de ramassage scolaire amènent les petits citadins à l'école de campagne. Une quinzaine d'enfants de la cité Mistral de Grenoble vont tous les jours étudier dans le Trièvre ! Ces enfants sont des « cas dit sociaux ». Cette initiative qui, au départ, arrangeait le directeur de l'école Mistral, car il était débarrassé d'élèves « difficiles », l'inquiète maintenant. Il a peur que de trop nombreux élèves veuillent participer à cette initiative !

Les paysans ont obtenu que la municipalité de Grenoble finance le transport et la cantine. Par leur lutte victorieuse, les paysans ont montré qu'on pouvait refuser la fermeture des écoles de campagne.

L'hôpital psychiatrique de la Timoné contre la réforme Dienesch

Depuis décembre, les élèves stagiaires de première année sont en lutte contre l'application de la réforme Dienesch. Elle a pour but d'aligner les élèves en psychiatrie sur le statut de diplômés d'Etat. Elle remet en cause le statut de travailleur en formation ; elle divise, par la mise en place d'un nouveau règlement intérieur, les élèves et le personnel. Elle coupe les élèves de toute pratique, par un système de cours, d'interrogations écrites, de travail à la maison. Elle les empêche d'avoir des liens avec les élèves.

Depuis la rentrée, les élèves refusent les notes ; ils refusent de rendre les interrogations écrites et pratiquent le système de l'auto-correction. Le conseil technique (psychiatres, moniteurs de cours) prend alors des sanctions : 1 licencié, 2 élèves à l'essai pendant 2 mois, 3 avertissements.

Les élèves refusent toujours de faire des interrogations écrites. Le conseil technique ferme alors l'école, et repartit les élèves en divers stages, les menace de baisse de salaire, demande une expertise psychiatrique pour un élève ! et convoque 2 élèves devant le conseil technique. Les élèves se sont mobilisés et l'expertise a dû être reportée. Aujourd'hui, des contacts ont été pris avec les élèves d'autres hôpitaux, une réunion régionale se prépare, son but : les actions à mener sur la Timoné, mais aussi comment mener une lutte d'ensemble pour l'abrogation de la réforme Dienesch.

Correspondant Marseille

Hier, dans toutes les villes universitaires de France, les étudiants sont descendus dans la rue, à l'appel, dans la plupart des cas d'assemblées générales tenues le matin. Point de départ d'un mouvement plus ample et surtout plus radical, ou terme de luttes déjà engagées ? De nombreux étudiants se posaient la question. L'objectif général du mouvement est le refus de la réforme du second cycle universitaire, de la réforme Soisson-Saunier. Mais de plus en plus, associé au mot d'ordre « Non à la réforme Soisson », on trouve le mot d'ordre « Patrons hors des facs ». L'idée que le mouvement étudiant, s'il veut prendre une assise solide doit en venir à mettre en cause la fonction même de l'université, se tourner du côté de la classe ouvrière progresse. Mais les obstacles ne manquent pas.

Sur Paris, la mobilisation a été très inégale, et la manifestation appelée par les assemblées générales des fa-

culs en grève (et par la suite par les « syndicats étudiants ») en portait la marque. A 14 h devant le parvis de Jussieu, l'ambiance est plutôt calme. Un millier d'étudiants atten-

dent pendant que les hauts parleurs appellent à quitter les cours, ou exaltent les positions de l'UNEF. Les compte plusieurs milliers de ciparts. Les IUT sont bien représentés. Leur mot d'ordre, depuis des années est la reconnaissance des DUT dans les conventions collectives. Dans certains départements, en particulier celui des animateurs socio-culturels, on est allé plus loin : « pour nous, qui devons être ce qu'on appelle des travailleurs sociaux, il faut poser le problème du rôle qu'on va nous faire jouer, finalement de la nature de l'enseignement qu'on nous donne. Alors on a imposé d'inter-

venir directement sur les programmes. Nous organisons certains cours nous-mêmes. Nous faisons venir

dans tous les départements, et l'on ne sait pas bien ce qui se passe dans les IUT de province». Quelques mouvements de foule, un groupe tente de faire passer une banderole devant... c'est l'UNEF. Cela plaît pas à tout le monde, et les porteurs de banderoles ont vite fait de revenir à l'arrière. Une étudiante de Tolbiac : « C'est toujours pareil, il faut toujours qu'ils essayent de faire croire qu'ils sont à l'origine du mouvement ». Un porteur de badge UNEF passe par là. Interpellé sur l'attitude de l'UNEF, il a ce mot sans appel : « c'est parce que nous n'avons pas encore 50 % des étudiants avec nous ! ». Les mots d'ordre venant du début de la manifestation sont repris : « Chômage ras le bol ! », « Patrons hors des facs ! », « facs ouvertes aux travailleurs ! ». Le cortège de Dauphine est particulièrement combatif, derrière une banderole « Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat ». La grève y a commencé le matin même, et dès aujourd'hui, des commissions doivent se mettre en place pour son organisation et la clarification de ses objectifs.

Manifestation encore limitée, ne mobilisant pas la grande masse des étudiants, c'est vrai. Mais par ses mots d'ordre, par certaines formes d'action nouvelles et ouvertes sur l'extérieur, le mouvement étudiant montre qu'il a aujourd'hui la possibilité de sortir de sa confusion et de son impuissance. C'est une bonne chose.



des travailleurs sociaux dans les cours... Cela, on l'a obtenu par un rapport de force, par une prise de conscience des étudiants. Mais ce n'est pas la même chose

nettement renforcée, et

Grève générale dans les établissements d'enseignement du 1^{er} cycle dans le Loir et Cher

Après l'annonce faite par le rectorat de l'académie d'Orléans-Tours de la suppression pour la rentrée prochaine de 40 postes d'enseignement dans les CEG et CES, les établissements touchés par ces mesures autoritaires se sont mis en grève : la lutte a été entamée par la base, dans chaque établissement ; la grève a été votée à main levée par les enseignants, presque à l'unanimité (lundi 8 mars, 97 % des professeurs de CEG et CES sont en grève, reconductible chaque jour). Les établissements du second degré (les lycées) se sont mis en grève de solidarité. Les écoles primaires ont pris la décision de se rallier au mouvement unanime. Tous les enseignants participent à ce combat populaire (syndiqués ou non syndiqués) car il s'agit de défendre la qualité de l'enseignement : 40 postes supprimés, alors que les effectifs restent les mêmes, signifie que les enfants concernés, enfants de paysans, de petits commerçants et d'ouvriers, se retrouveront dans des classes comportant au moins 30 élèves. L'égalité des chances scolaires ? Quelle farce ! Seul survivra de ce ghetto le fils de famille aisée. Les parents l'ont fort bien compris

qui, dès les premiers jours, ont voté la grève de solidarité : les gosses resteront à la maison : ils ont signé, tous ces gens, une pétition pour le recteur (à plus de 97 %) dans laquelle ils déclarent : «... refuser d'envoyer leurs enfants en classe jusqu'à nouvel ordre ». Leur inexpérience de la grève sera de courte durée : après avoir demandé l'intervention des maires, du sénateur de Montoire et du député de Vendôme, voté la reprise momentanée des cours jusqu'à lundi, date de l'ultimatum au Recteur, ils demandent la reprise de la grève qu'ils savent devoir être longue et dure. Celle-ci aura servi de révélateur : petits paysans, ouvriers et petits commerçants, jusqu'alors en conflit appa-

rent :

sans diplôme se sont trouvés luttant au coude à coude avec des licenciés d'enseignement...

dehors des conflits véritables : à l'école, les conflits sont aussi des conflits de classes.

Et les licenciés des facultés ont, pour la première fois dans le département, découvert que « l'instruction n'est pas intelligence », et encore

La lutte prend de l'ampleur, elle intéresse tous les départements qui, eux aussi, apprendront leurs suppressions de postes et l'annulation des crédits-

Etalement des vacances

A partir de l'an prochain, les recteurs d'académie décideront des dates de vacances. Les dates des vacances d'été s'étaleront du premier juin au premier octobre. En fonction de ces dates, seront décidées les dates des petites vacances.

Cette décision qu'on veut nous présenter comme une amélioration de la qualité de la vie, est en fait, prise pour mieux utiliser les équipements de vacances et les rendre plus rentables. Cette décision n'est pas prise dans l'intérêt des travailleurs, bon nombre d'entre eux ne partant pas en vacances ! Mais encore, avec une réforme pareille, les travailleurs auront encore moins de chance de pouvoir passer quelques jours avec leurs enfants chez eux.

moins conscience de classe. Les plus déterminés, les plus lucides, les plus solides meneurs de la grève, ce sont les travailleurs « parents d'élèves ». Et les associations de parents ont appris que l'absentéisme à leurs réunions a pour cause unique le fait que ces mêmes associations sont en

livres aux enfants l'an prochain. Et ce sont les travailleurs « parents d'élèves » qui ont donné à ce combat la dimension qu'il doit avoir : une grève sous toutes les formes (cours, courrier, heures supplémentaires, administration...)

correspondant VENDÔME

LUTTES OUVRIERES

SOLIDARITE INTERNATIONALE CONTRE MICHELIN

Mardi 9 mars, au siège de la CFDT, se tenait une réunion de représentants du Conseil Mondial Permanent Michelin de la Fédération Internationale de la Chimie (ICF), qui s'est prolongée par une conférence de presse des militants des organisations syndicales d'Espagne et du Pays Basque (USO, UGT et STV), ainsi que des représentants de la CFDT et de l'IG - Chimie d'Allemagne de l'Ouest.

Les syndicalistes d'Espagne se battent, de manière unitaire, sur une plate forme minimum, réclamant : la réintégration d'une soixantaine de licenciés de Michelin (Valladolid, mais aussi Aranda, et de la SART), une seule convention collective pour toutes les usines du groupe opérant en Espagne, une seule représentativité syndicale pour toutes les usines, pour tous les peuples d'Espagne, le passage de 48h par semaine aux 45h légales (non respectées par Michelin) sans pertes de salaires, bien sûr ! 8000 pesetas d'augmentation (égale pour tous).

«NOTRE REPRESENTATIVITE ? C'EST LES TRAVAILLEURS EN LUTTE !»

A la question perfide d'un journaliste bourgeois, qui s'étonnait de l'unité syndicale entre travailleurs d'Espagne et demandait quelle était leur représentativité respective, les délégués de l'UGT, ceux de la «Solidarité des Travailleurs Bas-

ques» (STV) et l'USO ont répondu tranquillement : «S'ils en avaient la liberté, les ouvriers voteraient pour ceux qui ont lutté le plus et qui ont le mieux défendu les

mais par la lutte, car notre représentativité est dans ceux qui luttent avec nous!»

UNE STRATEGIE DE LA SOLIDARITE ?

Pour le soutien aux camarades d'Espagne et du Pays Basque en lutte, une journée d'information et de mobilisation est envisagée pour mardi prochain. Il y a déjà des tracts distribués en France dans les usines Michelin et une conférence de

grève». Ils ont dénoncé le fait que «Via son holding suisse, Michelin cherche à s'installer au sud de la Californie (aux USA) là où les salaires et la syndicalisation sont au plus bas !».

Aussi, si l'on n'aide pas l'Espagne, c'est tout le monde qui sera touché à terme. Pour traiter «à la tête», c'est la CFDT qui a été désignée par l'ICF comme responsable de la lutte contre Michelin... Face à un exploitateur



Non, Michelin - organisateur du chômage et de la répression - ce n'est pas une image d'Épinal !

Qu'est-ce que l'ICF - Michelin ?

L'ICF regroupe au plan international des organisations syndicales du secteur «chimie» (dont le caoutchouc) appartenant à la Confédération Mondiale du Travail (à laquelle adhère actuellement la CFDT) et à la Confédération Internationale des Syndicats dits «libres» (C.I.S.L.).

Au niveau de Michelin (trust qui couvre 17 pays différents !), la coordination en Conseil Permanent regroupe des syndicats aussi bien du Canada ou des USA que l'ensemble des syndicats Michelin adhérents à la Confédération Européenne des Syndicats. Ainsi, et malgré toute l'ambiguïté d'une démarche réalisée avec un tel mélange de forces disparates et un tel poids du réformisme, «un nouveau type de défense, un syndicalisme à la hauteur de Michelin, au niveau de tout le trust» se cherche et commence à prendre forme.

presse à Clermont Ferrand... En Allemagne, l'IG - Chimie, si elle est bien corsetée par ses contrats de collaboration de classe avec les patrons d'Outre-Rhin n'a, par contre, pas failli à un minimum de tâches de solidarité dont la prise en charge assez massive de bons de soutien. Ch. Levinson, secrétaire général de l'ICF et J.N. Lebas (responsable Michelin - CFDT) ont souligné tout à tour «la politique anti-syndicale vicieuse de Michelin qui façonne aux quatre coins du monde son encadrement pour briser tout mouvement» et «la nécessité de refuser systématiquement toute heure supplémentaire et même le passage en équipe, en continu, qui permettrait de faire faire la production des usines en

de près de 80.000 salariés, l'action internationale et la lutte en France contre «le seigneur de Clermont Ferrand» doivent se combiner ; c'est pourquoi, l'ICF et la CFDT ont accordé une importance spéciale à la présence d'un représentant des «Petites Usines» Michelin qui luttent en ce moment en France, un camarade de Vannes...

Concluant la réunion, un responsable de la FUC-CFDT faisait remarquer quelle leçon de lutte et d'initiative les travailleurs d'Espagne et du Pays Basque donnaient ainsi «eux qui sont encore sous le joug d'un fascisme, en s'attaquant à l'empire Michelin !». Reste à faire entendre la leçon dans tout le trust !

A RHONE POULENC LA RESTRUCTURATION CONTINUE

Au Comité Central d'Entreprise dernier la direction générale a renouvelé le chantage à la crise et l'appel à la collaboration de classe. Elle a annoncé les mesures suivantes : les effectifs de l'entreprise seront limités aux exigences de la production, en 76 on prévoit 26 000 tonnes alors que la capacité de l'entreprise est de 35 à 40 000 tonnes par an, au niveau des usines des mesures déjà lors du C.C.E. extraordinaire du 16/12/75 :

- Vaise : suppression de l'atelier récupération et gare,
- Besançon : arrêt de l'atelier moulinage,
- Beson : arrêt de l'atelier fibranne,
- La Voulte : arrêt de l'ate-

lier des transformés,

- Vaulx-en-Velin : fermeture de l'usine.

Mesures nouvelles annoncées en C.C.E. ordinaire :

- Colmar : arrêt atelier fibres thermostables,
- Gauchis : arrêt fibres polyinosiques,
- Roanne : arrêt fabrication non tissée,
- Valence : arrêt fibre-nylon,
- La Voulte : arrêt de la fabrication des silicones,
- Vaise : transfert de certaines activités à Vénissieux,
- Le Péage : arrêt activité textile.
- Giser, Grenoble, Albi, La Voulte : des productions sont

condamnées les prochains mois si la direction générale ne trouve pas de solution rapidement.

Cela veut dire : liquidation de Rhône-Poulenc textile, à terme, et d'ores et déjà 4000 licenciements. Que deviendra alors Belle-Etoile dont la production est en grande partie destinée au secteur textile ?

D'autre part dans une suite de 3 articles, parus dans le «Progrès» de Lyon, Renaud Gillet a condamné le complexe chimique de St Fons. Enfin les effets de la prétendue intégration de Belle-Etoile au secteur pétro-chimie (prévue au C.C.E. de décembre 75) n'apparaissent pas ! En perspective c'est 500 sup-

pressions d'emplois d'ici 3 ou 4 ans et pas d'investissements (ni en 76 ni en 77).

Après la lutte victorieuse des ateliers expéditions, réceptions et conditionnement, les travailleurs de Belle-Etoile sont conscients qu'il va falloir mener une rude bataille pour empêcher le démantèlement de Rhône Poulenc textile.

Les syndicats appellent pour le jeudi 11 mars à des manifestations publiques «avec des formes mettant les pouvoirs publics face à leur responsabilité». D'autres actions sont programmées !

correspondant Rhodia Belle Etoile

MICHELIN EN LUTTE

Les travailleurs de Michelin Vannes, en lutte depuis 10 semaines (grèves tournantes) exigent :

- Augmentation des salaires de 0,50 F à 1 F.
- 40 H sans diminution de salaire.
- Suppression du salaire au rendement.
- Relèvement des coefficients.
- Amélioration des conditions de travail.
- Suppression des sanctions.

Face à ces revendications, la direction a d'abord tenté de diviser les gars en lâchant des augmentations différentes selon les ateliers. A présent, elle a recours à la répression et menace de licencier trois délégués.

Le CE a refusé ces licenciements. La réunion «de conciliation» du 8/3/76 n'a rien donné.

Le développement de la lutte et la défense de nos droits seront la réponse à la politique répressive des patrons.

A LA COM SI LA LUTTE CONTINUE

Le patron ne néglige rien pour faire cesser la lutte : il veut essayer de diviser les travailleurs en proposant une prime de 6 milliards à répartir sur l'ensemble du chantier. Il s'agit d'une prime collective calculée au prorata du temps de travail, plus une prime par équipe liée à sa productivité.

Cette manœuvre de division a un double but :

- arrêter la grève,
- faire en sorte que les ouvriers se tirent dans les pattes pour que ça gratte le plus vite possible.

Mais les travailleurs ont bien vu l'objectif de cette manœuvre et l'ont tous rejetée très fermement.

Vendredi sur l'impulsion des militants du PCR, les travailleurs sont venus sur le quartier populariser leur lutte et ont organisé une collecte de soutien. A Belle Etoile, cette action a été bien accueillie par la population et les ouvriers de la COMSIP ont récolté 130 000 AF.

Ils continuent à populariser leur lutte et d'autres collectes sont prévues.

correspondant COMSIP.

S.N.I.C. (Isère) Les travailleurs en lutte contre le chômage partiel

Depuis le 1er mars, les 400 ouvriers de la S.N.I.C. occupent leur usine. Ils exigent le paiement des heures chômées (2 h 30 par semaine de chômage partiel). Hier matin, ils sont passés en référés. Les négociations n'ont encore donné aucun résultat. Les travailleurs continuent à populariser leur grève et à organiser des collectes de soutien.

Manifestation devant la S.N.R. occupée à Annecy

Environ 2.500 travailleurs de la métallurgie se sont rendus devant les portes de l'usine SNR que les travailleurs occupent depuis le 19 février. De nombreuses usines de la région étaient représentées. Les ouvriers de Gillette, de Dassault, de CIT Alcatel, de Dupont-Stoublé (où, au montage, presque tous ont débrayé pour s'y rendre), etc... étaient présents. Ceux de la SPEA étaient venus distribuer un journal sur les luttes de Haute Savoie.

Trainant derrière elle un gigantesque roulement à billes fait par les ouvriers de la SNR, la manifestation s'est rendue à la Chambre Patronale, en passant par la Préfecture, où les délégués syndicaux ont déposé une motion. Les travailleurs criaient : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat !», la manifestation a été combative jusqu'à la fin. Devant la Chambre Patronale, on pouvait les entendre siffler et injurier les patrons, on pouvait voir les travailleurs de la SNR mettre en miettes les lettres individuelles de licenciement que leur avait envoyées le patron.

La manifestation s'est terminée dans l'enthousiasme devant la SNR, d'où les travailleurs sont repartis avec détermination et volonté de lutte. Les ouvriers de la SNR ne sont pas seuls. Cette manifestation leur a permis de vaincre l'isolement, et leur a montré que, c'est tous ensemble qu'il faut se battre pour lutter contre les patrons, que c'est tous ensemble que nous abattrons la bourgeoisie.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En bref

42 morts dans le téléphérique de Cavalese, en Italie

Mardi, en fin d'après midi, la cabine du téléphérique de Gavalèse s'est écrasée, par suite de la rupture du câble porteur. Sur les 43 personnes transportées (dont un groupe de 17 écoliers de Hambourg en vacances), 42 ont été tués. On explique en Italie que ce téléphérique, déjà vieux de dix ans, «ava» subi les vérifications d'usage, et que l'enquête promettra d'être longue. Peut-être ne parlera-t-on pas tout de suite de fatalité (si les stations de ski veulent garder des clients, il faut qu'elles trouvent des responsables) Il reste que l'affaissement du pylone supportant le câble, auquel on attribue la rupture est inadmissible, que ce ne sont pas 42 morts par accident que pleurent aujourd'hui tant de familles, mais bel et bien 42 victimes de la rentabilisation à tout prix des remontées mécaniques dans les stations. L'accident survenu il y a deux ans aux 2 Alpes est là pour le rappeler.

Peine de mort contre Ranucci, à Aix en Provence

Hier, l'avocat général de la Cour d'Assises d'Aix en Provence a requis la peine de mort contre le présumé meurtrier de la petite Marie Dolores Rambla. Ranucci, qui était revenu sur ses aveux en décembre (cf QdP d'hier), a donné des explications embarrassées sur la chronologie exacte des événements. Par contre, aucun élément n'a permis d'avancer dans l'hypothèse présentée par sa défense : la présence sur les lieux de l'enlèvement, les jours précédents d'un individu en Simca 1100 (Ranucci possédait une 304), susceptible d'avoir commis l'enlèvement. La police n'a peut-être pas mis beaucoup de zèle à la vérifier. L'avocat général, tout en se défendant d'être influencé par l'actualité récente, a requis sans hésitation la peine de mort. Réquisition bien peu indépendante des déclarations de Lecanuet et Poniatowski après l'assassinat du petit Philippe Bertrand, surtout lorsqu'un doute reste sur l'auteur de ce crime.

DERNIÈRE MINUTE :

La cour d'assises d'Aix en Provence a condamné Ranucci à mort. Les précautions oratoires de l'avocat général n'auront été qu'une hypocrisie : c'est bien la suite de la campagne autour de l'assassinat de Philippe Bertrand qui ont dicté cette condamnation, alors que le doute subsiste !

Mise au point

Une semaine après l'assassinat d'Emile Pouytes, les forces de police qui avaient envahi le midi viticole, continuent de quadriller le pays, soumettant les habitants à une véritable occupation policière. Les menaces contre les viticulteurs et les responsables des organisations de viticulteurs pèsent de plus en plus lourdement, particulièrement depuis le discours prononcé par Poniatowski à l'enterrement du commandant de CRS : «J'ai donné des consignes fermes pour que les responsables et les instigateurs des désordres et des crimes... soient activement recherchés et déferés à la justice. Ils le seront. Pour ces missions, tous les services de la police nationale conjugueraient leurs efforts.»

Aussi publions-nous bien volontiers la mise au point qu'un des viticulteurs interviewés par Eric BREHAT le 6/7 mars nous a demandée de faire.

COMMUNIQUÉ DE J. HUILLET

«Dans le Quotidien du Peuple du 6/7 mars, vous publiez une interview de Jean Huillier. Je tiens à corriger une transcription erronée des propos que vous me tenez. Je n'ai dit, ni en public, ni en comité restreint, ni écrit : «Alors la position qu'on a prise, c'est on va voter, et on garde les armes». J'ai certainement déclaré à diverses reprises que les élections ne sauraient détourner la lutte que les viticulteurs mènent pour faire face à leurs problèmes. Si la violence de fait existe dans le monde viticole, elle ne saurait être la clef de nos problèmes.»

NDLR : Peut-être notre reporter a-t-il en effet attribué à J. Huillier des propos tenus, en tout cas, alors par de nombreux viticulteurs ?

MÉRIEUX, RENAUD, ET LE MILIEU :

NOUVELLE ÉPISODE

Mardi 14 h 30. - Une fusillade éclate dans la banlieue-ouest de Lyon. Plusieurs hommes embusqués dans trois voitures tirent sur un homme dans une DS 23. Tout se passe très rapidement, et à la fin de l'action, on ressort de la DS 23 Jean Pierre Marin, 32 ans, mort le corps truffé de balles et son chien tout aussi mort que lui ; du côté des embusqués, pas une égratignure. Tout ceci ressemble à un règlement de comptes de grand style, comme il s'en passe régulièrement dans le milieu. La seule différence c'est que ceux qui ont abattu Marin sont des policiers. Selon leur version, tout du moins leur dernière, ils seraient venus arrêter Marin, dans le cadre de l'affaire Mérieux. Marin aurait alors tenté de prendre la fuite et aurait tiré sur eux. Ce n'est pas ainsi que le témoin de la fusillade a vu les choses se dérouler ; il a vu les policiers tirer les premiers et tous en chœur : on a relevé une vingtaine d'impacts sur la DS de Marin mais aucun sur les voitures de police. Certains policiers disaient d'ailleurs ensuite que, sachant Marin rapide de la gachette, ils avaient préféré



ne pas lui laisser le temps de dégaîner. Les policiers auraient voulu exécuter Marin qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Le nom de Marin, associé à celui de Lamouret avait été prononcé comme ceux des assassins du juge Renaud, à la suite d'une indiscretion calculée de la police. Marin et Lamouret avaient d'ailleurs menacé de porter plainte en diffamation, et craignaient

selon leurs propres dires d'être abattus soit par le milieu soit par la police. La police a été la plus rapide.

Marin avait dit qu'il était prêt à répondre aux interrogatoires du juge d'instruction et ne se cachait pas. La police pouvait trouver Marin quand elle le voulait et elle aurait pu, si elle l'avait voulu, l'arrêter en douceur. Elle a préféré une autre méthode déjà expérimentée au Thélè-

me, le style cow-boy ; ça économise les frais de justice et ça évite les révélations gênantes. La police nous avait déjà prouvé qu'elle savait faire parler et forcer certains inculpés à en dire plus qu'ils n'en ont fait, elle nous révèle aujourd'hui un nouvel aspect de ses dangereux talents : faire taire ceux qui en savent trop. A la place de Lamouret, on ne se sentirait pas rassuré...

S.L.

Mathé et Veil reconciliés...

Aux dernières nouvelles, la querelle à propos de la recherche contre le cancer entre le professeur Mathé (directeur de l'Institut de cancérologie de Villejuif) et Simone Veil, ministre de la santé aurait fait place à une véritable idylle. L'entremetteur est un député UDR, Bernard Pons. Sa qualité de député UDR indique de quel ordre ont été les transactions, qui se sont traduites par l'attribution de deux millions supplémentaires de crédit pour la recherche fondamentale anti-cancer.

Il est nécessaire de rappeler en quelques mots le terrain de cette querelle aussi violente verbalement qu'elle a été rapide à apaiser. Le Pr. Mathé dénonçait le manque de crédits pour cette recherche. Position très honorable, mais qui évite avec précaution de poser les véritables problèmes : comment est dirigée la recherche sur le cancer ? Est-elle capable de s'attaquer aux facteurs facilitant l'apparition de cancers, en particulier la pollution industrielle ? En fait, ces prises de position véhémentes n'étaient qu'un aspect de la lutte à laquelle se livrent les grands patrons de la recherche, pour se tailler une bonne place à coups de crédits. Le ton virulent donné à la querelle, était lié à autre chose : Mathé, ex candidat UDR a peut-être eu des difficultés à obtenir les appuis dont il avait besoin, et l'attaque à bon compte du ministre de la santé giscardien pouvait très bien servir les intérêts de l'UDR.

Un aménagement a été conclu entre UDR et Giscardiens, le rôle d'intermédiaire qu'a joué le député UDR Pons ne laisse aucun doute à ce sujet. Deux millions débloqués (c'est à dire quatre postes de chercheurs supplémentaires) ce n'est pas grand chose par rapport à ce que demandait Mathé. Il a pourtant tenu à exprimer sa satisfaction au ministre de la santé, et à lui rendre hommage ! Le revirement n'a pas du être très douloureux.

Les problèmes soulevés par la recherche contre le cancer eux restent entiers. Et dans la mesure où cette maladie frappe principalement les travailleurs (puisque elle est souvent liée aux conditions de travail, aux pollutions industrielles) la lutte elle doit devenir l'affaire des masses, et non plus seulement de quelques mandarins.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE PAPINSKI

Hier, mercredi, Jacques Papinski donnait à Paris une conférence de presse, dans le cadre du tour de France qu'il a entrepris pour faire connaître sa lutte contre l'inspection générale et pour se faire réintégrer dans l'enseignement.

Plus de 100 personnes étaient là, en grande majorité des enseignants, mais aussi des membres des divers comités de soutien et en particulier le comité de soutien d'Homécourt (la ville où enseignait Papinski), des représentants du syndicat de la magistrature. Les syndicats enseignants, qui refusent de s'intéresser à l'affaire Papinski étaient, bien sûr, absents !

Après un bref rappel de sa lutte, Papinski donna la parole à ses invités et à la salle.

Le débat s'orienta dans deux directions, d'une part le problème de l'inspection générale, de son rôle humiliant et répressif, mais surtout le problème du «délit d'opinion».

Les représentants du syndicat de la magistrature montrèrent que si Papinski était condamné c'est parce qu'il refusait l'idéologie du pouvoir : «nous nous orientons vers un Etat de plus en plus autoritaire qui a une conception inquiétante de la laïcité».

Etre laïque c'est développer l'idéologie du pouvoir !

«Le renforcement du pouvoir de l'Etat se fait par une attaque individuelle. S'il n'y a pas de réaction, il y a une sorte de «jurisprudence» ; le pouvoir se donne une arme qu'il est prêt à réutiliser.» Laisser Papinski être condamné c'est ouvrir la voie à une plus grande répression, pour délit d'opinion.

Aussi, le problème de voir comment élargir la lutte devint-il le centre du débat. Un membre du comité de soutien d'Homécourt (ouvrier à Sacy-lor) montra que seule la lutte unie des travailleurs, lycéens, enseignants, rendrait la victoire possible.

Il fut décidé de créer une coordination nationale des divers comités de soutien ou comités contre la répression dont sont victimes professeurs et élèves. Il est dommage qu'à un moment où la répression touche aussi les syndicalistes, les soldats, les paysans, on n'ait pas envisagé de nouer des liens avec eux. C'est sur la base d'une large unité populaire que la lutte contre la répression du pouvoir, dont Papinski est un exemple, sera possible.

D.SEGALAT

Pays Basque

LA LUTTE CONTINUE

L'atmosphère continue à être à la lutte au Pays Basque. Après la journée de grève générale qui avait vu l'assassinat de l'ouvrier Vicente Anton par la Garde Civile à Basauri, dans la banlieue de Bilbao, les grèves, manifestations et actions de masses diverses se sont poursuivies ces jours.

Dans la province de Guipuzcoa, on a compté une vingtaine de milliers de grévistes, dans des entreprises telles que Patrice Etchevarria, Michelin, Sumarga, etc... Les ouvriers d'une entreprise, la CAF, qui organisaient au nombre de 1800 une assemblée, ont décidé de poursuivre la grève. Chez Michelin, où 11 travailleurs, dont 7 représentants syndicaux, sont licenciés, la solidarité est en train de s'organiser à l'échelle internationale avec l'usine en grève : les quatre entreprises d'Espagne ont eu une rencontre avec celles de France et d'Italie, pour mettre sur pied une journée de solidarité exigeant la réadmission de ces ouvriers.

A Basauri, les funérailles de Vicente Anton ont été l'occasion d'un grand rassemblement de protestation populaire. 40 000 personnes se sont retrouvées à la cathédrale, et sont ensuite parties en cortège jusqu'au lieu même où avait eu lieu l'assassinat. On signale plusieurs mouvements de lutte, notamment à Algorva. La garde civile a à nouveau tiré sur des manifestants.

A Vitoria, le «retour à la normale» ne s'effectue que lentement. Mais d'autres usines restent en grève, notamment Membosa, qui tient maintenant depuis 80 jours. En solidarité, huit autres usines se sont à leur tour arrêtées. Aux forges d'Alavesa, où les 22 travailleurs licenciés ont été réintégrés grâce à la lutte des masses, les portes de l'usine se sont à nouveau ouvertes. Mais, alors que les ouvriers tenaient une assemblée comme c'est maintenant devenu la coutume au mépris de la législation fasciste, la police est intervenue.

Une cérémonie à la mémoire des ouvriers assassinés à Vitoria et Basauri s'est également tenue à Pampelune, où 7 000 personnes se sont rassemblées dans la cathédrale. Des

travailleurs y ont pris la parole, pour faire le rapport des événements de Basauri et pour appeler à poursuivre la lutte, au nom des commissions ouvrières. En fin d'après-midi, une manifestation de 2 000 personnes a parcouru la ville, distribuant des tracts dans les cafés, arrêtant les voitures et barrant les rues en signe de protestation.

Cependant, la solidarité s'organise à l'échelle de toute l'Espagne. Notamment, trois ouvriers, représentant chacun les provinces basques de Guipuzcoa, Navarre et Biscaye, ont tenu à Madrid une conférence de presse afin d'informer la classe ouvrière de la capitale sur la situation des luttes au pays Basque et de l'appeler à les soutenir.



LES JEUNES FEMMES CADRES DE PÉKIN

A présent, les femmes représentent 40% du nombre total des cadres de Pékin, et un tiers des femmes cadres sont des jeunes.

La plupart des jeunes femmes cadres ont été promues au cours de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. Elles étudient assiduellement le marxisme-léninisme, la pensée Mao Tsé-toung, travaillent avec dynamisme et gardent des liaisons étroites avec les masses. Elles apportent un sang nouveau dans les rangs des cadres.

Li Kiao-yun, secrétaire adjointe du comité du parti pour l'usine d'appareils radio n°3 de Pékin, était avant la grande révolution culturelle une jeune

ouvrière de l'usine. Au cours de cette révolution, elle a beaucoup progressé en prenant une part active à la critique de la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de Liou Chao-chi. En 1969, elle a été promue membre permanent du comité du parti pour l'usine. Ensuite, elle a joué un rôle de pionnier dans le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius en 1974. Elle a été élue alors secrétaire adjointe du comité du parti.

Actuellement, bien que cadre, Li travaille souvent à l'atelier aux côtés des ouvriers. Elle dit : «la participation au travail productif me permet de connaître la situation et les problèmes de la production et de me lier

étroitement avec les ouvriers.»

En banlieue, le nombre des jeunes femmes cadres a également augmenté considérablement. Avant la grande révolution culturelle prolétarienne, on comptait seulement quelques femmes parmi les membres des comités du parti pour les communes populaires et les bureaux du district de Miyun. Aujourd'hui, on en trouve plus de 160. Certaines assument les fonctions de secrétaire ou de secrétaire adjointe du comité du parti. Parmi ces femmes cadres, 80% sont des jeunes. Un tiers des chefs et des chefs adjoints des brigades de production du district sont des jeunes femmes.

Les organisations du parti à tous les échelons portent une grande attention à la formation des jeunes femmes cadres. Ces deux dernières années, le comité du parti pour la municipalité de Pékin a organisé quatre stages à l'intention des jeunes cadres et un grand nombre de jeunes femmes y ont participé. De nombreux comités du parti aux échelons de l'arrondissement, du district et de la commune populaire ont organisé eux aussi des stages similaires. Dans le district de Miyun, une certaine de jeunes cadres féminines ont fait leurs études aux stages l'année dernière.

(Agence Chine Nouvelle)

MAROC, FRANCE, SAHARA PARTOUT HASSAN II RÉPRIME

La répression au Maroc continue même si la presse parle surtout du Sahara du fait de l'actualité :

- assassinat d'Omar Benjelloun en décembre 1975,
- une centaine d'arrestations en janvier et février à Casablanca, Rabat, Tanger, Fès, Tétouan, touchant en majorité des lycéens, des étudiants et des enseignants,
- disparition particulièrement inquiétante de deux militants, Abdellatif Zeroual et Hocine El Manouzi, confirmée par un récent rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme,
- détérioration des conditions de détention, la police ayant désormais le contrôle de fait sur l'administration des prisons.

Le régime qui porte la responsabilité d'une telle répression ne peut que l'exercer sur les populations au Sahara : utilisation du napalm, exécutions massives, empoisonnement des puits, encadrement policier et militaire sous les ordres du même Driss Basri qui a mené la répression politique durant les trois dernières années.

La répression continue à frapper aussi les travailleurs

marocains en France (syndicalistes de Chausson, Simca-Chrysler), notamment par les activités des «Amicales» marocaines dont les organisations syndicales françaises ont rappelé récemment la collusion avec la police française. La même collusion des deux régimes vient de s'exercer contre un coopérant français à Oujda qui a été expulsé.

Les Comités réaffirment leur solidarité avec les progressistes et les révolutionnaires marocains, avec toutes les forces maghrébines sur lesquelles repose l'espoir d'une authentique libération du joug impérialiste.

Les Comités appellent à dénoncer la répression au Maroc, à renforcer une action unitaire de soutien aux forces progressistes de la région, à participer à la campagne de solidarité qui se développe dans toute la France pour exiger la libération des prisonniers politiques, pour soutenir matériellement leur famille, pour faire respecter les droits des travailleurs marocains en France.

Les Comités de lutte contre la répression au Maroc

Le régime marocain, qui agresse actuellement le peuple sahraoui, maintient toujours une répression fasciste à l'intérieur. En publiant ce communiqué, nous avons tenu à souligner le passage où des Marocains dénoncent eux-mêmes la répression au Sahara.

En bref

Corée du sud : répression contre les étudiants

La «déclaration sur la démocratie et le salut national», publiée le 1er mars, et à la suite de laquelle de nombreuses personnes ont été arrêtées, se situe dans un contexte accru de lutte démocratique et patriotique en Corée du Sud. Le 26 février, 170 étudiants de l'université de Koryo ont été arrêtés ou sanctionnés, et un millier d'étudiants et élèves ont été expulsés des collèges et des universités depuis cette date. Le 28 février, c'est plus de 430 enseignants des universités, notamment à Séoul, Koryo et Yonse, qui ont été renvoyés.

Timor-est les agresseurs indonésiens en difficulté

Le premier ministre de la République Démocratique de Timor oriental, ancienne colonie portugaise actuellement envahie par les troupes indonésiennes, a fait le bilan de la lutte armée de son peuple au mois de février. Le mouvement de libération, le FRETILIN, contrôle toujours la majeure partie du territoire. Ses forces armées ont infligé de lourdes pertes aux troupes indonésiennes, qui multiplient massacres et pillages. Dans un article publié le 5 mars, le journal vietnamien Nhan Dan écrit : «le peuple vietnamien apporte sa sympathie et son soutien au juste combat du peuple de Timor-oriental, et exige des autorités indonésiennes qu'elles retirent toutes leurs troupes et cessent toutes les activités d'intervention dans les affaires intérieures du peuple de Timor-oriental».

Cambodge : situation encourageante

A l'occasion d'une réception donnée en l'honneur d'une délégation économique et commerciale chinoise, le vice-premier ministre Ieng Sary a parlé des succès remportés par le peuple cambodgien depuis sa libération. Il a notamment déclaré que le Cambodge Démocratique, grâce à la mobilisation du peuple, a rentré pour l'année dernière une bonne récolte, résolvant pour l'essentiel le problème créancier, huit mois seulement après la fin de la guerre. Cette situation contraste beaucoup avec celle qui régnait dans les zones occupées par les fanoches des Etats Unis avant la libération, lorsque les gens manquaient de riz, et qu'un marché noir éhonté se développait aux dépens du peuple.

Elections américaines Ford et Carter en tête du peloton

Après les élections primaires de Floride, les candidats aux élections présidentielles Ford et Carter sont les mieux placés pour avoir l'investiture respective des partis républicains et démocrate. Carter dispose de 71 des voix des délégués à la convention démocrate, qui désignera le candidat de ce parti, et vient assez nettement en tête. De son côté Ford a emporté 53 % des voix républicaines, dans un Etat qui passait pour ne pas lui être favorable. Les déclarations de ce Carter donnent une idée du mépris dans lequel les politiciens américains tiennent les masses de leur pays. Affirmant : «le peuple ne va pas choisir son président en fonction de l'idéologie», il compte essentiellement sur son «charme personnel», et a adopté le slogan : «Faites moi confiance». On n'est pas si loin des «Il tient ce qu'il promet» de Pompidou, et de Giscard «regardant la France au fond des yeux».

Pression américaine pour le monopole nucléaire

Les sénateurs américains ont multiplié les déclarations demandant que les Etats-Unis prennent des mesures de rétorsion au cas où la France et l'Allemagne vendraient chacune, comme il est prévu, des centrales nucléaires au Pakistan et au Brésil. Il s'agit d'usines de retraitement du combustible, qui sont en même temps indispensables pour développer une industrie avancée de l'énergie atomique, et pour fabriquer des engins nucléaires. Les intérêts commerciaux des pays européens viennent ici contredire leur participation au nouvel accord de «non-dissémination» passé entre la France, les Etats-Unis, l'URSS et l'Angleterre, et qui visait à défendre le monopole nucléaire de ces pays.

ENQUETE

POLLUTION FLUORÉE : PECHINEY RECULERA !

LE FLUOR : UN TOXIQUE TRÈS DANGEREUX... SAUF POUR PÉCHINEY

Une récente enquête de la caisse nationale suisse d'assurances a révélé 61 cas de fluorose parmi les travailleurs de l'aluminium. La fluorose, c'est la maladie causée par une trop grande absorption de fluor, maladie que continue à nier PUK le trust qui empoisonne les vallées alpines et pyrénéennes. Le fluor est présent dans la cryolyte, minéral utilisé pour abaisser la température de fusion de l'aluminium de 2 000 degrés à 950. Dans ces opérations, le fluor se dégage sous forme d'acide fluorhydrique, gaz très toxique qui attaque les bronches et la peau, et sous forme de fluorures.

croît un durcissement des os, des excroissances, une calcification des ligaments. Cela entraîne une sorte d'arthrose.

C'est tout le squelette qui est touché, les dents tombent, les mâchoires sont atteintes.

Il y a aussi d'autres conséquences sur l'organisme : une anémie, une atteinte des reins, des vomissements, une perte d'appétit.

Ce sont les symptômes que décrivent les travailleurs.

RETENTISSEMENT SUR LE BÉTAIL

Ce sont les mêmes maux qui frappent le bétail : moutons, vaches, ânes fluorés ont leurs mâchoires fluorées et ne peuvent plus se nourrir. Le bétail s'affaiblit et meurt très rapidement. Des api-

culteurs ont vu leurs rûches dévastées par les fumées fluorées, même à 5 kms du point d'émission.

C'EST TOUTE LA POPULATION QUI EST EXPOSÉE

Une récente enquête américaine a mis en évidence chez des enfants de 6 à 14 ans habitant au voisinage d'une usine d'aluminium, des signes d'anémie et une augmentation des caries dentaires de 12 à 14 ans. Une autre étude américaine dans une usine sidérurgique a mis en évidence la relation entre le taux de cancers pulmonaires et la concentration en fluorures dans l'atmosphère.

L'ATTITUDE DE PUK

Malgré toutes ces preuves accablantes, PUK nie. Il veut bien reconnaître que le bétail est touché, puisque il indemnise les paysans (300 par an en Maurienne) mais pour les hommes il n'en est pas question.

Les médecins du travail de PUK n'ont jamais rien remarqué, ce qui explique que la fluorose n'est pas reconnue en France comme maladie professionnelle, alors qu'elle l'est en Suisse. Les travailleurs suisses sont-ils plus fragiles que les travailleurs français ? Malgré l'évidence, PUK nie sa responsabilité, tant des maladies des travailleurs que de celles de la population. Il refuse jusqu'à ce jour de prendre les mesures nécessaires pour assainir les ateliers. La lutte contre la pollution fluorée de PUK est une lutte importante car d'autres travailleurs sont exposés au fluor : dans les mines de fluorine, les mines et usines de phosphate et de super-phosphate, dans la sidérurgie, dans la métallurgie du magnésium, dans les bâtiments, avec les travaux de ravalement, chez les soudeurs travaillant avec des électrodes basiques...

C'est aussi une lutte qui s'engage contre le capitalisme pollueur qui use la santé des travailleurs à l'usine et celle de leur famille, par les rejets de ces mêmes usines. C'est une lutte qui unira contre un même ennemi ouvriers, paysans, et l'ensemble de la population.

groupe FLUOR
CLISACT
56, rue des Guipons
94800-VILLEJUIF

Création d'un Comité National de Coordination des luttes contre les pollutions de PUK

Samedi et dimanche dernier, s'est tenue à Lannemezan la réunion constitutive du Comité National de Coordination des luttes contre les pollutions du trust P.U.K.

Plus d'une douzaine de comités étaient représentés (correspondants aux différentes régions où PUK a mis en œuvre des usines de production d'aluminium, selon un procédé utilisant de la fluorine), de plus étaient représentés le CLISACT et le MAJ.

Cette réunion, commencée en début d'après midi le samedi, a permis de vérifier la convergence des objectifs poursuivis par les différents comités face à un ennemi commun, la multinationale PUK.

Tout à tour les comités ont fait part de leur pratique en fonction de leur lieu d'implantation. Dans le Morvan un comité de défense a été mis en place à la suite de l'obtention par PUK de 25 permis de recherche pour l'exploitation de gisements de fluorine, notamment à Montroc.

Dans la Maurienne, le comité de lutte (comportant des ouvriers, des paysans et

PUK : organisation de réunions publiques à Lannemezan, articles dans la presse régionale...

Les camarades du CLISACT ont rapporté l'expérience de leur travail avec des ouvriers d'Auzat (Ariège) et leur section syndicale CGT, et des premières contre-expertises médicales pratiquées sur les ouvriers les plus atteints par le fluor. (cf. QdP du 13/11/75).

A la fin de la première journée, une réelle convergence s'est établie entre les différents comités de lutte pour :

- coordonner les luttes et à cet effet se constituer dès aujourd'hui en un Comité National de Coordination des luttes contre les pollutions de PUK,

- lancer un appel national, - appeler à un rassemblement national avant l'été.

Le dimanche matin eut lieu un débat sur le retentissement du fluor sur la santé après l'échange de l'expérience des différents comités, des médecins et techniciens du CLISACT, et des médecins de Chambéry et Pau.

Un médecin généraliste de Lannemezan, le Dr Bleuler qui se présentait aux cantonales, venu «s'informer» a prétendu n'avoir rien observé sur les ouvriers. Dans la salle ce fut un tollé général contre ce médecin pontifiant ; au passage ses prises de position publiques : «le fluor n'est pas dangereux pour l'homme» lui furent rappelées. C'est une salle hostile qui le fit sortir rapidement.



des habitants) est confronté aux notables de l'opposition, ces derniers avec ceux de la majorité ont fait preuve de «bonne volonté» en assurant à PUK qu'aucune autre exigence ne lui serait présentée s'il s'engageait à ne pas déverser plus de 500 tonnes par an de fluor. Pour le conseiller général PCF, le problème de la pollution est conjoncturel et non un problème global...

A St Jean de Maurienne, la CGT met en avant la question de l'emploi et des salaires estimant la pollution comme secondaire ; pour la CFDT la pollution est un problème «important»...

Les actions engagées par le comité :

Dans la haute Durance, le comité comprend des ouvriers-paysans, des paysans, des habitants... Une pétition envoyée à Giscard a recueilli 1200 signatures, des articles sont passés dans le «Dauphiné»...

Dans le Bigorre et le Béarn (le comité est composé essentiellement de paysans, d'habitants de Lannemezan), la SEPANSO tisse des liens avec la population pour créer un rapport de force face à

INTERVIEW D'EUGÈNE RUFFLÉ PRÉSIDENT DE LA SEPANSO BIGORRE-PYRÉNÉES

QdP : Dans cette lutte engagée contre PUK, quelle est l'importance de l'unité ouvriers-paysans, comment réaliser l'unité populaire ?

- Nous sommes convaincus que ce ne sont pas les paysans seuls qui peuvent imposer à PUK l'arrêt de ses pollutions. On ne peut le faire qu'ensemble avec les ouvriers, parce qu'il faut débloquer la contradiction qu'il semble y avoir entre l'arrêt de la pollution et l'emploi.

Ceci est notre conviction. A chaque fois que nous avons pris contact avec la CGT ou la CFDT locales, le même problème revenait ; la peur de perdre des emplois, c'est du reste le chantage que fait PUK...

PUK met en chômage partiel des ateliers pour faire planer la menace sur la tête des ouvriers.

On ne peut donc se placer uniquement du point de vue écologique, le maintien de l'emploi et de l'agriculture sont liés nécessairement.

QdP : Vous avez fait appel à des scientifiques, quel rôle doivent-ils jouer à votre avis ?

- Les médecins ont une place importante parce que la santé des ouvriers est touchée ainsi que celles des populations environnantes ; il était donc nécessaire pour nous d'acquiescer une certitude scientifique. De ce point de vue, deux positions sont apparues :

- celles de médecins (qui ne sont pas du CLISACT) qui se retranchent essentiellement derrière leurs certitudes scientifiques...

- celles du CLISACT qui, de surcroît partent de ce que ressentent les ouvriers.

LES CONSÉQUENCES SUR L'ORGANISME

Les fluorures se combinent avec le calcium des os, c'est ce qui entraîne la fluorose. Les travailleurs atteints présentent de sur-

Appel des Comités de Lutte contre les pollutions de Pechiney-Ugine-Kuhlman

Le Comité National de coordination des luttes contre les pollutions de PUK réuni les 6 et 7 mars 1976 à Lannemezan (65) dénonce :

- la pollution fluorée systématique des établissements industriels de PUK : mines d'extraction de fluorine, usine d'aluminium,
- les répercussions désastreuses de cette pollution sur la végétation, l'élevage et l'agriculture,
- les risques qu'elle fait courir aux populations,
- les mauvaises conditions de travail imposées aux ouvriers et le chantage permanent à l'emploi.

Le comité national de coordination appelle toutes les populations concernées, tous les travailleurs de PUK et leurs organisations syndicales à créer un rapport de force pour :

- supprimer toute forme de pollution,
- garantir une réelle protection de la santé des ouvriers et de la population,
- maintenir l'emploi et les ressources des ouvriers et des agriculteurs. Pour atteindre ces objectifs le comité national de coordination mettra en œuvre tous les moyens de lutte possibles.

Le comité national de coordination propose un rassemblement national avant l'été, pour dénoncer publiquement les méfaits de la multinationale PUK guidée par la seule recherche du profit maximum, et poser les bases d'un mouvement de masse pour imposer à PUK et à l'administration un contrôle par les travailleurs et les populations.

SIGNATAIRES

Comités de lutte : Haute-Durance, Maurienne, Grenoble, Avallon, Le Creusot, Lannemezan, Noguères.

- Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail (CLISACT)
- Groupe Intervention Santé de Pau.
- Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le sud-ouest (SEPANSO).

LUTTES OUVRIERES

Cholet

RASSEMBLEMENT RÉGIONAL POUR L'EMPLOI

Malgré un froid glacial et le contexte des cantonales, ce sont plus de 300 travailleurs qui sont venus samedi 6 mars au Rassemblement de Cholet pour l'emploi, appelé par les Fédérations CFDT et CGT d'HAbillement, CUIrs et TEXTiles (H.A.CUI.TEXT). On notait la présence de délégations de différentes usines menacées de Beaupréau, Villedieu, St Pierre-Montlimalart, St Macaire-en-Manges, Le May-sur-Evre, Les Herbiers, Vallet et Cholet.

UN TABLEAU INQUIÉTANT :

CHAUSSURE		HABILLEMENT	
Malic à Jallais	18	G.E.T. à Cholet	2
Jarnet à Montigné	6	Salmon à Villedieu	12
Chez soi à Montigné	2	Jaunet à Cholet	9
Colas à Cholet	65	Fiature des Mauges à Chemillé	3
Sacair à Bouzillé	25	Litou à Torfou	10
Chupin Maugienne		Janfran à Cholet	22
Le May	59	Alky à Beaupréau	14
Chupin Penot - Le May	89	Fonteneau-Cadeau à Cholet	13
Duvil à Villedieu	120		
Gate à Beaupréau	30		
Anjou-plastic à St Macaire	69		
Pasquier à St Macaire et Izernay	180	TEXTILE	
Sacair à St Macaire	7	T.M.C. à Cholet	29
	670	M.C.B. à Cholet	85
		Joulin-Bizon	2
			96

DROIT À UN EMPLOI POUR TOUS :

Les travailleurs ont montré leur volonté de lutte, malgré des conditions difficiles : silence total de la presse locale, jour de marché, absence de popularisation réelle des Unions Locales, et présence uniquement «symbolique» de la CGT (30 personnes pas plus !). Par les mots d'ordre avancés, le caractère déterminé du cortège (bloquant pendant un quart d'heure le carrefour du Mail menant au marché...), les manifestants se sont ralliés les sympathies de la population.

Les travailleurs lançaient : «Non au rendement ; baisser les cadences», «Les pa-

trons veulent nous licencier ; c'est tous unis qu'il faut lutter», «Non à la liquidation», «Giscard t'es foutu ; les travailleurs sont dans la rue»... Face à cela, le pouvoir a montré encore une fois son cynisme et son mépris pour les revendications des travailleurs : pour la délégation, la mairie jouait «bureau fermé», et curieusement (!) Ligot - jeune loup giscardien, député-maire - était absent ! Et à la préfecture, les flics en civil «de service» remirent la motion du Rassemblement... à la concierge !

En fin de compte, cette initiative a été importante comme première coordination des luttes locales, pour une riposte d'envergure à la politique de crise menée par le patronat local et toute la bourgeoisie en place qui menace l'emploi et les conditions de travail de milliers d'ouvriers du Choletais dans l'habillement, la chaussure et le textile. L'exemple de Fougères est dans la tête de tous les travailleurs et sera précieux pour les luttes à venir dans la région !

Correspondant régional

FAIRE LEVER LES SANCTIONS C'EST DÉFENDRE LA LUTTE

POMPEY

Depuis de nombreuses semaines, les travailleurs de l'aciérie de Ban les Dames, de l'usine de Pompey, luttent pour le repos du samedi de nuit, contre le passage en feux continus. Ils avaient montré leur volonté de lutte en envahissant le 30 janvier le Comité d'Entreprise qui devait décider la marche de l'usine pour les mois à venir. Le patron avait aussitôt porté plainte pour «entrave au fonctionnement du CE» et fait constater la chose par l'huissier.

Face au mécontentement des travailleurs, la direction ne reste pas inactive. Elle organise la répression quotidienne dans l'usine, en mettant en place des super-contremaîtres au service TIM et aux laminoirs. Elle organise le contrôle des malades par un médecin patronal. Les réunions du Comité d'Entreprise sont surveillées par des gardes. Elle franchit un nouveau pas lorsque, profitant de l'isolement et des hésitations du mouvement (la non-coordination entre les secteurs isolés fait qu'une seule équipe sur trois continue la lutte), elle fait inculper un délégué C.G.T. et le traîne devant le tribunal de grande instance. L'affaire doit être jugée le 26 mai, mais c'est sur le champ que les travailleurs ont réagi pour défendre le droit de grève, menacé à travers l'inculpation du délégué. Deux à trois cents travailleurs de Ban les Dames et des laminoirs débrayaient et défilait alors dans les rues de Pompey, répondant ainsi à ces attaques de la direction. Il apparaît clairement que la lutte pour nos revendications (5ème équipe pour les feux continus, repos pour les samedis de nuit) passe par la lutte pour les libertés démocratiques.

IMPOSONS L'ARRÊT DES POURSUITES AUCUNE SANCTION CONTRE LES DÉLÉGUÉS MENACÉS SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS

correspondant POMPEY

INTERNATIONAL

«L'Armée Arabe du Liban» :

UNE INITIATIVE PATRIOTIQUE

L'«Armée Arabe du Liban», depuis quelques semaines, a des bases au Liban-Sud. L'état d'Israël peut, à tout instant, saisir ce prétexte pour déclencher des opérations sur le territoire libanais. Car «l'armée arabe du Liban» n'est pas pareille à l'armée traditionnelle. Elle affirme qu'elle doit lutter principalement contre l'Etat sioniste, que ses frères d'armes sont les Palestiniens. Tous les espoirs de la population libanaise se concrétisent dans cette armée : depuis des années, les mécontentements de la population envers l'armée augmentent, et l'armée-même est gagnée par cet état d'esprit.



Les villages du Sud sont continuellement agressés par les sionistes, et l'armée n'a jamais rien fait. Les sionistes ont pénétré plusieurs fois en territoire libanais et une fois, jusqu'en plein Beyrouth, à l'aéroport : ils ont bombardé les avions qui s'y trouvaient, sont retournés tranquillement chez eux ; l'armée n'a pas bougé. Toutes les manifestations, grèves sont réprimées par l'armée, spécialement équipée par les Américains pour une guerre civile. Pendant les manifestations des ouvriers de Ghandour, pendant celles des étudiants, lycéens, le slogan le plus repris, c'est : «Soldat, ton devoir est au Sud, non à Beyrouth».

L'armée libanaise a très peu assumé son devoir natio-

nal. Son rôle a été la lutte contre la Résistance Palestinienne, et contre le mouvement patriotique libanais.

La plupart des soldats de l'armée sont des fils de pauvres, de la région du sud et de la Békaa. S'ils sont à l'armée, c'est aussi pour lutter contre l'Etat sioniste. Il y a quelques années, un soldat a refusé d'obéir à son commandant : il a riposté à une attaque sioniste, seul.

Les soldats veulent lutter contre les sionistes, les dirigeants de l'armée les empêchent : le mouvement actuel dans l'armée répond aux aspirations des soldats et de la population.

Il y a aussi la question du

confessionnalisme dans l'armée. Les dirigeants de l'armée sont aux côtés des milices d'extrême droite. Ils leur ont apporté tout leur soutien pendant les derniers événements. Des révoltes de soldats ont eu lieu contre les lieutenants qui les obligeaient à attaquer les forces patriotiques. Pendant la bataille des hôtels, un lieutenant a été tué par ses soldats car il les avait obligés à attaquer les forces patriotiques. Toute cette révolte dans l'armée s'est concrétisée dans le mouvement d'Al-Khatib, «l'Armée du Liban arabe».

Cette armée, composée à présent de 2000 hommes à peu près, met en danger le reste de l'armée et l'Etat libanais. Une des conditions de

«l'Armée arabe du Liban» pour réintégrer l'armée, c'est qu'elle assume dorénavant ses responsabilités nationales, avec la Résistance Palestinienne. Dans quelle mesure le gouvernement actuel peut répondre à cela ? Et la Syrie fera-t-elle pression dans l'un ou l'autre sens pour arriver à une «solution» ? Une prochaine attaque sioniste contre le Liban obligera-t-elle le gouvernement libanais à accepter les revendications nationales du mouvement d'Al-Khatib ? Ce qui est certain, c'est que ce mouvement prend de plus en plus d'ampleur et que le climat d'incertitude durera au Liban tant que ce problème n'aura pas été réglé.

Yonina el Khalil

LA RÉVOLUTION SE POURSUIT JUSQU'À LA LIBÉRATION

Le complot mené par les forces isolationnistes libanaises, visant à frapper la révolution palestinienne et le mouvement patriotique et populaire libanais, et à affaiblir le front arabe afin de lui imposer les conditions de la capitulation ayant atteint son apogée dans l'escalade tant militaire que politique, a obligé la révolution palestinienne et le mouvement patriotique libanais à passer à l'offensive afin de faire échec au complot, de préserver l'unité du peuple libanais, et de réaffirmer le droit de la révolution palestinienne à l'existence sur le sol libanais.

La trêve apparente qui s'est instaurée ne doit pas nous leurrer : les facteurs du conflit demeurent. Les forces isolationnistes et les forces des solutions capitulaires peuvent passer à l'attaque de nouveau. C'est pourquoi la révolution et les masses patriotiques doivent rester sur leurs gardes et renforcer encore davantage leur union autour de la stratégie et de la tactique de la guerre populaire comme seule voie menant à la libération de la Palestine, en considérant l'O.L.P. comme représentant légitime et unique du peuple palestinien dans son aspiration à la libération totale et au retour.

Les succès politiques et militaires de la révolution doivent renforcer sa ligne politique indépendante dans sa lutte armée contre l'ennemi sioniste vers lequel tous les fusils doivent être dirigés afin de faire échec à tous les règlements partiels ou globaux, visant à faire dévier la révolution de son chemin et à reconnaître l'ennemi sioniste, et dont l'accord du Sinaï est l'un des résultats. Travaillons donc à mobiliser les masses palestiniennes et arabes et à resserrer leurs rangs dans un front unique contre l'ennemi sioniste et impérialiste pour la libération totale du sol palestinien.

Vive l'unité de toutes les forces de la révolution arabe dans leur lutte contre l'ennemi sioniste, l'impérialisme nouveau, la division, l'hégémonisme et la réaction. Vive la guerre du peuple comme unique voie de la libération de toutes les terres arabes.

Vive la Palestine libre et arabe.

MEETING A LA CITÉ UNIVERSITAIRE CITÉ DU LIBAN LE 11/3/76 à 20 h 00

Organisé par U.G.E.L.F. (Liban) - U.N.E.I. (Irak) - G.U.P.S. (Palestine) - U.G.E.T.-CP (Tunisie)

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Réunion de lecteurs à La Rochelle

Nous vous envoyons le compte-rendu de la réunion des lecteurs du Quotidien du Peuple du 27-02-76 de La Rochelle.

Cette première réunion a permis à des camarades qui étaient isolés de se regrouper dans le but de mener un combat plus organisé dans cette région.

Il est apparu que le Quotidien du Peuple avait fait d'énormes progrès depuis sa parution sur le plan de la présentation. Nous avons apprécié les articles comme «la lutte contre le déviationnisme de droite en Chine» ainsi que ceux publiés à l'occasion du XXV^e congrès du PCUS, articles qui nous montrent bien la voie dans laquelle on doit s'engager pour instaurer un véritable socialisme dans notre pays.

Pour lutter contre l'information régionale bourgeoise serait-il possible d'organiser une page régionale hebdomadaire (...).

Il a été décidé d'une nouvelle réunion dont nous fixerons la date ultérieurement.

Encore une atteinte à la liberté d'expression

En octobre dernier, la ville de Paris et le gouvernement annoncent au «Comité des 12» (qui regroupe un nombre important des grands salons de peinture) que désormais ils ne pourraient plus exposer comme à l'ordinaire dans les salles du Musée d'Art Moderne. Jamais une attaque de cette envergure n'a été portée contre des artistes.

Ainsi cette expulsion brutale remet en cause le droit reconnu des peintres à pouvoir confronter leurs réalisations, diffuser leurs œuvres auprès du grand public.

Depuis octobre, de nombreuses démarches ont été effectuées auprès des «autorités compétentes». Sans que soient proposées aux «expulsés» de nouvelles structures d'accueil valables.

Il paraît évident que le pouvoir tente de neutraliser des artistes qui veulent être des représentants des grands courants d'idées qui traversent les masses travailleuses ; et cela pour imposer une politique culturelle privilégiant «les grands artistes», ceux qui sont hautement cotés à la Bourse internationale des marchands de tableaux. La création à Paris, du centre Beaubourg, dit centre Georges Pompidou, est un exemple de cette politique de prestige, qui assimile le produit culturel à un produit de luxe destiné à une «petite élite» de nantis.

A l'appel du salon de «la jeune peinture», s'est tenue mardi soir aux Beaux-Arts une assemblée générale regroupant de nombreux artistes : il y a été décidé, par vote, qu'une large information aurait lieu, le jeudi 12 mars, à 14 h, au Grand Palais, lors du vernissage du Salon des Indépendants et que là serait alors annoncée l'occupation immédiate d'un lieu culturel important.

Cette décision prouve un durcissement de l'action des artistes expulsés et leur volonté de faire céder le pouvoir.

COMMUNIQUES

Besançon

JEUDI 11 MARS à 20 H 30 : SALLE ROUGE
MEETING : «IMPÉRIALISME FRANÇAIS HORS DE DJIBOUTI»
A l'appel des CIP avec la participation de l'OESF et de l'UNECAS

Paris

Pour le soutien au peuple d'Oman
MEETING-FILMS-CHANTS

avec

- la chorale de la péninsule arabique et le chanteur Mohamed Hamam,
- le groupe musical arabe,
- la chorale de l'Union des étudiants iraniens en France.

MUTUALITÉ
24, rue St Victor

dimanche 14 mars à 14 h

organisé par le Comité de Soutien à la Révolution en Oman
B.P. n° 20 - 75661 PARIS Cédex 14

LE RASSEMBLEMENT COMMUNISTE DU 21 MARS SE PRÉPARE

Amiens

Des élèves-infirmières d'Amiens font appel aux élèves-infirmières pour le rassemblement communiste du 21 mars à Paris afin de constituer des panneaux pour expliquer la situation des hospitalisés, du personnel soignant, de la santé, de la médecine. Prenez contact le plus vite possible.

des élèves-infirmières d'Amiens
Ecrire à P. Vassallo BP 274 F 80 008 Amiens Cedex (mentionner «infirmières»).

Des lycéens et lycéennes d'Amiens en lutte, viendront au Rassemblement du 21 mars à Paris. Pour présenter leur lutte, prendre des con-

tacts et en discuter avec d'autres jeunes. Les élèves d'Amiens intéressés peuvent prendre contact avec les militants de l'UCJR et les vendeurs de «Rebelles».

Le secteur étudiant du PCR, appelle tous les étudiants révolutionnaires à venir les voir pour préparer un stand pour le 21 mars. C'est important que notre grève soit connue, et qu'on explique comment nous la faisons, nos moyens de lutte, quels problèmes nous rencontrons, comment nous trouvons des solutions.

Permanence tous les mardi au Restaurant Universitaire du Bailly de 12 à 13 H 30.

P.T.T. (Paris)

Répression !!! Démantèlement des centres de tri parisiens !!! Politique d'austérité de nos salaires !!! Discrédit de plus en plus important des directions syndicales et des projets politiques des partis de «gauche» !!! Comment construire une force autonome en dehors des directions syndicales révisionnistes et réformistes, pour faire échec à la politique de

crise de la bourgeoisie ?

Voilà les thèmes qui sensibilisent les postiers et sur lesquels nous mobilisons pour le 21 mars.

Notre participation à ce rassemblement s'attachera à développer les points suivants :

- En quoi le démantèlement et la répression, volets d'une même politique visent avant

tout à briser l'unité, la combativité des postiers pour imposer ensuite la mécanisation et l'automatisation ?

- En quoi la mécanisation et l'automatisation porte atteinte à nos conditions de travail avec l'expérience de camarades travaillant dans des centres expérimentaux ?

- En quoi il est nécessaire d'approfondir, de réaliser concrètement cette volonté d'unité des postiers avec la classe ouvrière et les petits paysans comme en témoigne la colère qui a éclaté après l'assassinat d'Emiles Poytes ?

- En quoi il est nécessaire face au discrédit du programme commun du P«C»F et du PS, d'affirmer notre alternative révolutionnaire, de réaliser dans notre combat contre l'administration, au côté de la classe ouvrière notre aspiration au pouvoir des ouvriers et des paysans.

Tout ceci nous l'exprimerons par des panneaux, par la tenue d'un stand PTT, où nous pourrions échanger largement nos expériences. Aurons-nous la possibilité de pouvoir passer un montage diapos sur la grève de 74 ?

Section PTT

LE TRAVAIL D'UN JOURNALISTE AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Dans le Quotidien n° 111, l'article de Michel Lori sur la sidérurgie est vraiment du bon travail et je ne vois pas les critiques qui pourraient en être faites. Nous aimerions donc savoir comment ce camarade a procédé : méthode d'enquête, recueil de renseignements financiers et techniques, etc...
Corr. Valenciennes

Quand la bourgeoisie a annoncé la restructuration de la Chiers, la presse a largement ouvert ses colonnes aux forces bourgeoises de droite et de gauche en laissant de côté les deux aspects principaux pour les travailleurs : d'une part leur point de vue, d'autre part l'enjeu d'une telle restructuration pour tous les sidérurgistes. Le Quotidien devait d'abord expliquer les conséquences pour les travailleurs de l'adoption du système de minerai réduit et pour cela comprendre les plans des patrons. Ceci a été

possible parce que nous suivons les problèmes de la sidérurgie depuis des années, parce que les travailleurs que nous avons rencontrés étaient les plus à même de dénoncer clairement les mécanismes des concentrations capitalistes dans la sidérurgie. Ainsi les documents intéressants qui nous avaient été fournis par des délégués CFDT sur le minerai réduit et la composition du Conseil d'Administration de la Chiers ne pouvaient être utilisés utilement qu'avec la participation d'ouvriers de l'usine.

Nous avons donc rencontré plusieurs travailleurs qui en savaient plus que toutes les revues spécialisées. Notre conception du Quotidien et du journalisme a permis de lever les hésitations de certains qui disaient : «On est que des travailleurs, ce qu'on sait c'est pas intéressant !» Ce sont les pratiques bourgeoises et révisionnistes en matière de presse qui amènent de

FRONT ROUGE
Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)
n°4 nouvelle série
est paru
Passez vos commandes

à Front Rouge
BP 161 75864
Paris Cédex 18
CCP 31 191 14 La Source

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

telles conceptions. Pour affirmer notre projet d'un journal pris en main par les masses populaires nous avons eu à combattre ce type d'idées. Une fois ces hésitations levées, les sidérurgistes de la Chiers nous ont fourni l'essentiel de l'article, par leurs témoignages et leurs explications. Notre présence prolongée dans la sidérurgie lorraine nous a ensuite permis de mettre en forme.

Michel LORI

BLOC-NOTES

LE DIVORCE (6)

Deux cas sont prévus : une séparation de fait ayant duré plus de six ans ; l'altération de la santé mentale de l'un des conjoints.

Dans ces deux cas, la requête de l'époux demandant le divorce devra indiquer les moyens grâce auxquels il s'acquittera de son devoir de secours envers son ex-époux (article 239 nouveau du Code Civil). En général, il s'agit d'hypothèques sur un immeuble, d'actions garantissant le paiement des secours. Ainsi cette forme de divorce, que certains ont appelée divorce-répudiation, sera le privilège de ceux qui pourront offrir de tels biens en garanties. Inutile de dire que pour les ouvriers ce ne sera pas facile.

Si l'époux demande le divorce pour altération des facultés mentales, il devra prouver que celle-ci remonte à au moins six ans, et qu'il n'y a pas d'amélioration prévisible. Il y aura de plus une expertise par trois médecins.

LE DIVORCE APRÈS SÉPARATION DE CORPS

Si les époux ont obtenu un jugement de séparation de

corps depuis plus de trois ans, l'un ou l'autre pourra demander au tribunal de convertir la séparation de corps en divorce. La conversion est automatique. Comme pour les mêmes faits, il est plus facile d'obtenir une séparation de corps qu'un divorce, il suffira d'attendre trois ans pour arriver quand même au divorce.



LE PROBLÈME DES PENSIONS ALIMENTAIRES

La femme ayant obtenu du tribunal une pension alimentaire après divorce n'est pas pour autant tirée d'affaire. Encore faut-il qu'elle réussisse à obtenir qu'elle lui soit effectivement payée ! En 1975, on estimait que plus de 50 % des pensions alimentaires n'é-

taient pas régulièrement versées. La procédure était si longue et si coûteuse que bien des femmes y renonçaient.

La loi du 2 janvier 1973 permet d'obtenir le paiement direct de la pension par le tiers qui détient les fonds appartenant à l'époux mauvais payeur. Le cas le plus fréquent



est celui de l'employeur, de qui l'on peut exiger qu'il retire du salaire de l'époux le montant de la pension.

Ce système ne s'étant pas montré suffisant, la loi du 11 juillet 1975 et le décret du 31 décembre 1975, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1976, ont institué le recouvrement public des pensions alimentaires.

Le divorce pour rupture de vie commune

Ce système a l'avantage d'être gratuit : c'est l'époux mauvais payeur qui paiera les frais. Mais ce système a un gros inconvénient : il n'est que subsidiaire. Il ne peut intervenir que quand les autres moyens (saisies-arrêt, etc...) ont échoué.

Comment faire la demande ?

Il faut faire une demande au Procureur de la République du Tribunal du lieu où l'on habite. Il faut fournir :

- une attestation d'huissier ou de greffier de tribunal, pour prouver qu'on a essayé les autres moyens sans succès,

- une copie du jugement qui a alloué la pension,

- les informations dont on dispose sur la situation de l'ex-époux.

Le paiement :

Le Procureur établit un titre de perception qu'il transmet au Trésorier Payeur Général. Les sommes sont perçues suivant les mêmes modalités que les impôts directs. Dès qu'elles sont perçues, les sommes sont reversées à l'époux qui a demandé le paiement.

Le système peut-être interrompu à la demande de l'ex-époux débiteur s'il a payé tous les arriérés et qu'il a payé spontanément la pension pendant douze mois de suite. Si dans les deux ans qui suivent, il cesse à nouveau de payer, le système est remis en marche à la demande de l'autre époux sans qu'il ait besoin d'essayer les autres procédures. Les sommes sont majorées de 10 % en sa faveur.

Ce décret améliorera certes la situation de certaines femmes divorcées. Mais il est insuffisant car il faut au préalable essayer les autres procédures, qui sont longues et coûteuses. De plus, le cas n'est pas résolu de l'époux insolvable, ou : comment tondre un œuf ? Il faudrait pour le moins prévoir un fonds de secours. De plus comme les pensions alimentaires sont fonction des revenus de l'ex-mari, les femmes sont dans des positions très inégales suivant leur appartenance de classe. Et cela, ce n'est pas la législation bourgeoise qui va le changer.

(fin)

Yves BEAUMONT

JEUDI 11 MARS

TF 1

18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Baretta
21 h 25 - 60 minutes pour convaincre
22 h 25 - Allons au cinéma
22 h 55 - JOURNAL et fin

A 2

14 h 30 - Les après-midi d'antenne 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL
20 h 20 - D'accord, pas d'accord
20 h 30 - Mon oncle Benjamin
22 h 10 - Juke-box
23 h 10 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 00 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash JOURNAL
20 h 00 - Altitude 10 000
20 h 30 - Hollywood et ses nouveaux auteurs
John Mac Cabe
22 h 30 - JOURNAL et fin

Feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

A Yu-wang-pao, E. Snow a rencontré Hsu Hai-tong, commandant en chef du 15^e corps d'armée. Hsu invite Snow à Yu-wang hsien, son quartier général.

40^e épisode
HSU HAI-TONG

EN ROUTE

C'est ainsi que quelques jours plus tard, portant un pistolet automatique emprunté («confisqué» par moi à un officier rouge), je me mis en route pour Yu-wang hsien accompagné par 10 soldats armés de fusils et de Mausers - car par endroits la route longeait les positions rouges à peu de distance du front. Par contraste avec les éternelles collines et vallées du Shensi et du Kansou, la route que nous suivions - une route qui conduisait à la Grande Muraille et aux splendides prairies solitaires de la Mongolie intérieure - traversait de hauts plateaux zébrés de longues prairies vertes et piquetés de hautes touffes d'herbes et de mame-lons aux rondeurs adoucies, sur lesquels paissaient de grands troupeaux de moutons et de chèvres. Des aigles et des busards nous survolaient parfois. Un jour, un troupeau de gazelles sauvages s'approcha de nous ; ayant humé l'air, elles disparurent avec une rapidité et une grâce incroyables à l'abri d'un coteau.

LA PRISE DE YU-WANG HSIEN

Nous atteignîmes Yu-wang hsien après cinq heures de trajet. C'était une ancienne ville musulmane de quatre ou cinq cents familles, avec une magnifique enceinte de pierres et de briques. En dehors de la ville se trouvait un temple mahométan, avec sa propre muraille de belles briques vernissées qui ne portaient aucune éraflure. Mais d'autres bâtiments portaient les traces du siège que la ville avait subi avant d'être prise par les Rouges. Une construction de deux étages qui avait été le quartier général du magistrat était partiellement en ruines, et sa façade était criblée de marques de balles. On me dit que ce bâtiment et d'autres de la périphérie avaient été détruits par les défenseurs - des troupes du général Ma Hong-koei - lorsque le

siège avait commencé. L'ennemi s'était retiré de toutes les constructions suburbaines après y avoir mis le feu pour empêcher les Rouges de les occuper comme base d'attaque contre l'enceinte de la ville.

- En fait, me dit plus tard Hsu Hai-tong, quand la ville tomba, il n'y eut qu'un combat de peu d'importance. Nous avons investi et bloqué Yu-wang hsien pendant dix jours. A l'intérieur, il y avait une brigade de cavalerie de Ma Hong-koei et près d'un millier de min-t'ouan. Nous n'avons lancé



Yu-wang - la forteresse.

aucune attaque avant la dixième nuit. Elle était très sombre. Nous avons appliqué une échelle au mur, une compagnie l'a escaladé avant que les sentinelles ennemies s'en aperçoivent et l'a défendu avec une mitrailleuse tandis qu'un régiment des nôtres pénétrait dans la ville.

«On s'est peu battu. Dès avant l'aube, nous avons désarmé tous les min-t'ouan et encerclé la brigade de cavalerie. Nous n'avons eu qu'un tué et sept blessés. Nous avons donné un yuan par

homme aux min-t'ouan et les avons renvoyés à leurs fermes, et à chacun des hommes de Ma nous avons donné deux yuan. Plusieurs centaines d'entre eux sont restés et ont joint nos rangs. Pendant que nous désarmions leurs troupes, le magistrat et le commandant de brigade se sont échappés par-dessus la muraille de l'est». (...)

BLESSURES DE GUERRE

Hsu accordait une grande valeur à toute prouesse physique et son regret était de se trouver quelque peu handicapé par les huit blessures qu'il avait récoltées en dix ans de guerre. Mais il ne fumait ni ne buvait et il avait toujours un corps svelte, des membres déliés et une musculature d'acier. Il avait été blessé aux deux jambes, aux deux bras, à la poitrine, à l'épaule et à la hanche. Une balle lui était entrée dans la tête juste en dessous de l'œil et était ressortie derrière l'oreille. Et pourtant, il donnait encore l'impression d'un jeune paysan qui vient de quitter ses rizières et a déroulé ses jambes de pantalon retroussées pour se joindre à une compagnie de partisans de passage.

J'appris aussi la raison des dents manquantes. Il les avait perdues dans un accident de cheval. Un jour, galopant sur la route, le sabot de son cheval heurta un soldat et Hsu se tourna pour voir si le soldat était blessé. Le cheval fit un écart et envoya Hsu contre un arbre. Lorsqu'il reprit connaissance deux semaines plus tard, il découvrit que ses incisives supérieures étaient restées dans l'arbre.

- Ne craignez-vous pas de recevoir un jour un mauvais coup, lui demandais-je.

- Pas trop, dit-il en riant. Je reçois des raclées depuis mon enfance et je commence à m'y habituer.

Il est vrai que son enfance explique en grande partie pourquoi il est devenu révolutionnaire. Je le questionnai sur sa vie, tirant de lui des réponses avec la plus grande difficulté, car, comme tous les Rouges, il ne voulait parler que de combats. De toutes les notes que j'ai prises à son sujet, je choisis les quelques faits qui me paraissent les plus significatifs.

(à suivre)

INTERVIEW

QUESTIONS ACTUELLES SUR LE MOYEN-ORIENT

FAROUK KADDOUMI (ABOU LOTOF),

chef du département politique de l'O.L.P.

Interview réalisé par Yomna el Khalil (suite)

Quel est le rôle de la Syrie pendant les événements du Liban? Quelles sont les relations de la Syrie avec l'OLP? Avec la Jordanie? A-t-elle un rôle dans le règlement?

La Syrie exerce une grande influence sur les événements du Proche-Orient; elle en est une partie, et une partie de la patrie arabe, la plus touchée par ce qui se passe au Liban. La sécurité de la Syrie et celle du Liban dépendent l'une de l'autre; aussi, il ne faut pas s'étonner que la Syrie ait au Liban un rôle plus important que n'importe quel autre Etat arabe; elle l'a exercé de façon positive. Nos relations avec la Syrie sont des relations avec un pays frère qui est notre allié stratégique. Sans doute, nous pouvons nous opposer à elle sur telle ou telle question, comme à n'importe quel Etat arabe, y compris à un allié stratégique.

Mais nous faisons toujours tous nos efforts pour construire un front arabe fort, et préserver la solidarité arabe, malgré toutes les divergences qui surgissent entre pays arabes sur des questions politiques immé-

diates et des objectifs à court terme. En ce moment, nous essayons de renforcer ce front en liquidant toutes les divergences inter-arabes. Nous entretenons de bonnes relations avec la Syrie, comme avec tous les pays arabes, et particulièrement avec les Etats frontaliers, avec ceux qui peuvent constituer un front unique de lutte contre Israël, contre le mouvement sioniste et l'impérialisme mondial.

La Jordanie est aussi un pays frontalier; évidemment, nous considérons que ce pays doit assumer son rôle dans la lutte contre l'ennemi sioniste. Mais en réalité, le cours des événements en Jordanie s'y oppose. Sans aucun doute, la convocation du parlement jordanien aura, par exemple, des répercussions négatives dans le monde arabe. Quant aux relations entre la Syrie et la Jordanie, c'est à elles-mêmes de déterminer leur politique en ce do-

main. Pour notre part, nous avons vis à vis de la Jordanie notre propre politique, différente de celle de la Syrie. Il y a entre la Jordanie et nous divers problèmes qui demandent à être résolus. Il faut que la Jordanie applique les décisions de Rabat en faveur d'une présence politique et militaire de la Résistance sur son territoire, qui nous permette d'assumer notre responsabilité nationale.

Les relations jordano-syriennes influent-elles négativement sur l'OLP?

De notre point de vue, les relations entre la Syrie et la Jordanie doivent aller dans le sens du soutien aux activités de la Résistance Palestinienne et non des obstacles dressés devant elles.



الأردن دولة معارضة ولا بد أن تأخذ دورها في معارضة العدو الصهيوني.. أما علاقتنا مع سوريا بالأردن فهذه علاقة تحدها سوريا والأردن... مازال بنينا وبيننا الأردن الكثير من المشاكل، ولا بد للأردن أن ينفذ قرارات الرباط لجهود عسكري وسياسي لتأين الأردن حتى تتمكن من القيام بمسؤولياتنا القومية..

إن علاقتنا مع سوريا بالأردن يجب أن تكون من أجل دعم الثورة الفلسطينية ولدين من أجل إعانة شركائنا...

إن القرار الذي قدم في مجلس الأمن ليسه قرأنا فلسطينياً، ولكنه قرار محتك مقدمه يدك عدم الأخيـاز. لقد ذكر عن إسرائيل وعن حقوق الشعب الفلسطيني. وقد اعترفنا من الإسرائيليين على البند الخاص به إسرائيل وبجته الدولة في العيش بسلام أو بأمان في حدود معترف بها وقد أكد الوفد الفلسطيني معارفته لذلك..

إن الحركة الصهيونية التي ادانتها الأمم المتحدة بدورها حركة عنصرية تحادك أن تجتمع كل قوتها من أجل خدمة أهدافها التوسعية والاستيطانية.. نحن كفلسطينيين قد عملنا كل ما في وسعنا من أجل عودة كل اليهود الذين هاجروا من البلاد العربية ليعودوا إلى العيش فيها بسلام وأمان ولتكون لهم مكانة يحق لهم الاستيطان...

En tant que président de la délégation de l'OLP au Conseil de Sécurité, comment expliquez-vous le veto américain?

Sans aucun doute, ce veto exprime la politique agressive des Etats-Unis à l'égard du peuple palestinien et de ses justes droits. Le recours au veto est significatif des victoires politiques remportées jusqu'à l'ONU par le peuple palestinien, de l'isolement des Etats-Unis dans leur opposition aux aspirations de notre peuple, de leur hostilité

à toute motion citant, même partiellement, certains droits palestiniens.

Cela dit, la résolution présentée au Conseil de Sécurité n'était pas palestinienne, elle était élaborée par les pays non-alignés. Elle citait à la fois Israël et les droits du peuple palestinien. Nous étions fondamentalement op-

posés aux points concernant Israël et « le droit de tous les Etats à vivre en paix et dans des frontières reconnues ». La résolution comportait aussi le droit du peuple palestinien à un Etat indépendant en Palestine et plusieurs autres droits palestiniens, qui ont été soutenus par des pays européens et les pays non-alignés.



Que pensez-vous de la Conférence sioniste qui s'est tenue à Bruxelles?

Le Congrès de Bruxelles en faveur de l'émigration des juifs soviétiques (auquel participait le premier ministre israélien Bégin) montre nettement que le mouvement sioniste tente de regrouper ses forces pour réaliser ses visées expansionnistes et colonialistes. Condamné par les Nations-Unies en tant que mouvement raciste, il essaie de rassembler toutes ses forces afin de faire obstacle à l'effort international pour la paix.

La Belgique, en tant qu'Etat, doit assumer la res-

ponsabilité de la tenue sur son territoire d'une pareille réunion qui méprise fondamentalement les droits de l'homme. L'autorisation de ce Congrès signifie que la Belgique soutient les idées et les buts destructeurs du mouvement sioniste, qu'elle aide au maintien de l'Etat raciste d'Israël, et à la mise à l'écart des juifs des sociétés existant dans les différents pays.

Nous, palestiniens, nous avons fait tout notre possible en faveur du retour dans les pays arabes des juifs qui les

ont quittés, pour qu'ils y vivent en paix et en sécurité, et y jouissent de tous leurs droits humains, conformément à la déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par les Nations-Unies.

Nous sommes pour la liberté de déplacement, mais il ne faut pas que les gens se déplacent pour agresser un peuple, comme dans le mouvement sioniste qui cherche à accroître l'émigration des juifs soviétiques dans le but de coloniser notre patrie palestinienne.